

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE
ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE

Pour un partenariat réel et solide

L'Algérie veut nouer un «partenariat exceptionnel, réel et solide» avec l'Allemagne notamment dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables (EnR). Un appel a été lancé, hier à Alger, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Il a, ainsi, appelé les partenaires allemands à « participer et à soutenir le projet de réalisation du câble électrique algéro-européen, qui permettra l'exportation de l'énergie propre et renouvelable et la sécurisation de la connectivité électrique sur les plans régional et international». P 3



UNE PLATE-FORME NUMÉRIQUE
« NARACOM » LANCÉE
**L'Etat déterminé à
éradiquer la corruption**



Le Réseau algérien de transparence Naracom a été lancé officiellement, hier lundi à Alger, en tant que nouveau mécanisme visant à activer le rôle de la société civile et à renforcer son efficacité en matière de prévention et de lutte contre la corruption.

P 2

SONATRACH- TOTALENERGIE
**De nouveaux projets
en perspective**

Le Ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier lundi, le PDG du groupe Total Énergie, Patrick Pouyanné, a annoncé le ministère dans un communiqué. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Président et du PDG de la compagnie nationale Sonatrach, les deux parties ont passé en revue les relations entre Sonatrach et Total Énergie, notamment dans les domaines du gaz naturel et du gaz de pétrole liquéfié et les perspectives de coopération entre les deux groupes dans des projets structurants en Algérie et à l'étranger.

P 3

SALON INTERNATIONAL
"AGREST-EXPO" À
CONSTANTINE
**Ouverture jeudi
de la 2^e édition**

La deuxième édition du Salon international "Agrest-Expo" sera ouverte, ce jeudi 26 octobre à la salle Ahmed Bey à Constantine, ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué. Cet événement regroupant deux pavillons parallèles dédiés respectivement aux secteurs de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, vise essentiellement à «permettre aux opérateurs nationaux et étrangers de tisser des relations d'affaires et de partenariat».

P 2

FINANCES

**Installation du nouvel
inspecteur général
des services fiscaux** P3

ANALYSE

**L'artère pétrolière la plus
importante du monde,
le «Détroit d'Ormuz»** P4

TAUX

**La BCE devrait opter pour
le statu quo, une première
en 16 mois** P11

SONATRACH

315 candidats admis au concours de recrutement à Ouargla et Tougourt

Le groupe Sonatrach a annoncé, lundi dans un communiqué, que le concours de recrutement, organisé du 28 aout au 2 septembre dernier dans les wilayas de Ouargla et Tougourt, a donné lieu à l'admission de 315 candidats. "Sonatrach informe l'ensemble des participants au concours de recrutement, organisé dans les wilayas de Ouargla et Tougourt du 28 aout au 2 septembre dernier, de l'admission de 315 candidats aux postes d'emploi à pourvoir au niveau des infrastructures de production dans la wilaya de Ouargla", lit-on dans le communiqué. A ce titre, le groupe a fait savoir que "3.269 candidats retenus, dont 1.792 de la wilaya de Ouargla et 1.477 de Tougourt, ont participé au concours", précisant que le taux de participation a atteint 84% par rapport au nombre de convocations envoyées par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) via la plateforme numérique +OGC+ (3.909 convocations). Le concours a donné lieu à l'admission de 315 candidats selon l'ordre de mérite, dont 211 originaires de Ouargla et 104 de Tougourt, ajoute la même source. S'agissant des postes restant à pourvoir, Sonatrach a affirmé qu'ils "seront programmés au titre des prochains quotas de recrutement".

UNE PLATE-FORME NUMÉRIQUE « NARACOM » LANCÉE
L'Etat déterminé à éradiquer la corruption

Le Réseau algérien de transparence Narakom a été lancé officiellement, hier lundi à Alger, en tant que nouveau mécanisme visant à activer le rôle de la société civile et à renforcer son efficacité en matière de prévention et de lutte contre la corruption.

Par Slimane T.

L'annonce de la création de ce réseau et le lancement officiel de sa plateforme numérique, ont eu lieu lors d'«une journée nationale» organisée, à l'Institut supérieur de la gestion et de la planification (ISGP) de Bordj El Kiffan, par la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et en coordination avec l'Observatoire national de la société civile (ONSC). Dans son discours d'ouverture, Mme Mesrati a rappelé que la lutte contre la corruption, certes est de la responsabilité de l'Etat, toutefois cet acte nécessite l'engagement de tous les acteurs de la société civile qui demeurent des partenaires actifs dans ce processus de prévention contre la corruption. La même responsable rappelle que le rôle de ce réseau se limite à la sensibilisation, l'information, la formation et la diffusion d'une culture de rejet de la corruption en faisant connaître les problèmes

et les crimes de corruption. Par ailleurs, ce réseau interactif est d'une grande fiabilité, assure Mme Mesrati, car il constitue un front interne uni dans la lutte contre la corruption. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a renouvelé l'engagement des pouvoirs publics pour l'éradication du fléau de la corruption. Il a assuré que le fléau de la corruption pourrait perturber la mise en place et le bon fonctionnement des réformes menées par les pouvoirs publics dans l'ensemble des domaines : « Il est impératif aujourd'hui de doubler les efforts de l'ensemble des intervenants pour combattre ce fléau négatif dans un cadre coordonné et organisé et aussi à travers l'encouragement de la culture de la dénonciation » a-t-il déclaré. Il a indiqué que des instructions ont été données aux walis pour combattre la corruption administrative et l'amélioration du service public. « Le ministère de l'Intérieur travaille en collaboration avec la haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption pour la concrétisation de l'obligation de la déclaration du patrimoine

pour les cadres nommés et les élus... Nous allons poursuivre nos efforts pour accompagner l'ensemble des initiatives de lutte contre la corruption » a-t-il ajouté. Le réseau algérien Narakom se veut un mécanisme supplémentaire d'un système intégré mis en place par les hautes autorités du pays pour la prévention et la lutte contre la corruption. Il se charge, dans ce cadre, du réseautage entre les acteurs de la société civile à travers « une plateforme numérique » en coordination avec la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption afin de promouvoir la transparence et l'intégrité au sein des collectivités ciblées concernées par l'exécution des politiques publiques. Naracom a entre autres missions d'encourager la participation de la société civile et les médias à la prévention et à la lutte contre la corruption, de sensibiliser sur les risques et les effets néfastes de la corruption sur la société, de former et de mettre à niveau les compétences des formateurs en la matière, et de mener des enquêtes pour évaluer les degrés de perception de la corruption.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Les opérateurs invités à participer au Salon international de la santé au Mali

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a invité les opérateurs pharmaceutiques à participer au Salon international de la santé au Mali, en novembre prochain, en vue de promouvoir les produits algériens, selon une note transmise

par le ministère aux opérateurs. La 2ème édition du Salon international de la santé sera organisée entre le 9 et le 11 novembre 2023, au parc d'exposition de Bamako (Mali), sous le slogan "Industrie et production locale pour une couverture sanitaire universelle", selon la même

source. Ce salon est destiné aux producteurs, industriels, spécialistes et experts de la Pharmacie, la Médecine, la Parapharmacie ainsi que la Santé, et a pour objectif la mise en contact des différentes sociétés des pays participants à travers l'échange d'expertises et du savoir-faire

dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ajoute la note. Le salon accueillera plus de 3000 visiteurs, ainsi que 200 exposants du secteur pharmaceutique et sanitaire qui devraient exposer leurs produits et services.

R E.

SALON INTERNATIONAL "AGREST-EXPO" À CONSTANTINE

Ouverture jeudi de la 2^e édition

La deuxième édition du Salon international "Agrest-Expo" sera ouverte, ce jeudi 26 octobre à la salle Ahmed Bey à Constantine, ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué. Cet événement regroupant deux pavillons parallèles dédiés respectivement aux secteurs de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, vise essentiellement à "permettre aux opérateurs nationaux et étrangers de tisser des relations d'affaires et de partenariat à même d'exploiter les atouts et potentialités indéniables que comporte la région de l'Est algérien", ajoutent les organisateurs. Plus de

250 entreprises algériennes et étrangères prendront part à cet événement, dont près d'une soixantaine d'entreprises étrangères d'une dizaine de pays européens, africains, américains et asiatiques, "ce qui permettra aux opérateurs algériens de tisser des relations de partenariat et de bénéficier également des avancées techniques et technologiques". Organisé par "Group SF Communication" en partenariat avec l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) et la Chambre de commerce et d'industrie "Rhumel" de Constantine, et des organisations

patronales, le salon, qui se tient jusqu'au 29 octobre, promet d'être riche en conférences-débat thématiques animées par des experts autour des sujets les plus pertinents de l'heure. L'élevage ovin, bovin, avicole et apicole, la céréaliculture, culture maraîchère, production laitière, arboriculture fruitière, santé animale constituent les principales filiales à exposer dans le pavillon dédié à l'agriculture, qui connaîtra la participation de près d'une centaine d'opérateurs algériens et étrangers. L'autre pavillon abritera des professionnels

de l'industrie agroalimentaire, des équipements de transformation et des entreprises spécialisées dans l'emballage, avec une forte présence d'opérateurs dans ces filières qui enregistrent une croissance remarquables ces dernières années en Algérie. Les étudiants et les porteurs de projets innovants bénéficieront d'espaces d'exposition à titre gracieux, afin de se mettre en contact direct avec les professionnels dans l'optique de faire valoir leurs projets et trouver éventuellement les moyens nécessaires pour leur concrétisation.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE

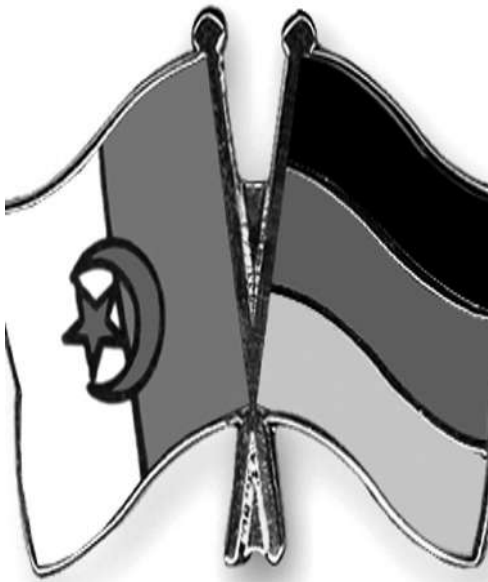
Pour un partenariat réel et solide

L'Algérie veut nouer un «partenariat exceptionnel, réel et solide» avec l'Allemagne notamment dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables (EnR). Un appel a été lancé, hier à Alger, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Par Sirine R

Dans une allocution prononcée lors de la cinquième édition de la Journée algéro-allemande de l'énergie, tenue au siège du ministère, sous le thème « Les technologies d'avenir qui nous relient – Énergies renouvelables et Hydrogène vert », le ministre a relevé la nécessité de « mettre en place un partenariat exceptionnel, réel et solide avec l'Allemagne dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables, qui va au-delà des échanges commerciaux », tout en s'engageant à « renforcer, à promouvoir et à insuffler à cette coopération la dynamique nécessaire pour réaliser les projets en vue ». Dans ce contexte, Arkab a appelé les partenaires allemands à « participer et à soutenir le projet de réalisation du câble électrique algéro-européen, qui permettra l'exportation de l'énergie propre et renouvelable et la sécurisation de la connectivité électrique sur les plans régional et international ». Les partenaires sont également appelés à « contribuer à l'accélération du processus de transition énergétique et à la réduction de l'empreinte carbone », a-t-il dit, rappelant que ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à renforcer ses infrastructures de transport électrique.

Dans un autre contexte, le ministre a fait état d'une « étude de faisabilité de projets expérimentaux scientifiques pour la maîtrise de la chaîne de valeur de la production de l'hydrogène vert, dont un projet d'une capacité de 50 mégawatts, avec une contribution de 35 millions de dollars offerte sous forme de don par le gouvernement allemand ».



Une étude en cours pour la création du SoutH2 Corrido

Il s'agit, également, d'une coopération avec les partenaires allemands pour le lancement du projet « TaqatHy », qui vise « le renforcement des compétences techniques à travers l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et de l'hydrogène, et le transfert des connaissances dans les domaines techniques, y compris les volets réglementaire et institu-

tionnel », ajoute le ministre.

Dans le cadre du dialogue stratégique avec la partie européenne, M. Arkab a fait état « d'une étude de faisabilité en cours pour la création du SoutH2 Corridor, un projet ambitieux nécessitant des études technico-économiques approfondies avec les entreprises concernées par ce projet important ». Concernant les émissions de gaz à effet de serre, le ministre a souligné que l'Algérie est engagée à les réduire à travers la mise en place de mesures, et ce en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux. D'ailleurs, un projet de grande envergure pour le stockage naturel du carbone sera lancé par le groupe Sonatrach. Il consiste à la plantation de 420 millions d'arbustes pendant 10 ans, pour un coût financier estimé à un milliard de dollars. Cet ambitieux projet permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre avec taux oscillant entre 7 et 22% à l'horizon 20230 et à moins d'un (1) % le volume global du gaz brûlé, a-t-il ajouté. De son côté, le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du climat, Stefan Wenzel a mis en avant « l'importance de la coopération et de la consolidation du partenariat avec l'Algérie dans tous les domaines relatifs à l'énergie et aux énergies renouvelables, étant un partenaire commercial et économique important », ajoutant que « le gouvernement allemand compte accompagner et soutenir les projets d'investissement conjoints ». Il a indiqué que la demande sur l'hydrogène augmentera dans les prochaines années, « ce qui requiert la coopération dans ce domaine avec l'Algérie ».

SONATRACH-TOTALENERGIE

De nouveaux projets en perspective

Le Ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier lundi, le PDG du groupe Total Énergie, Patrick Pouyanné, a annoncé le ministère dans un communiqué. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Président et du PDG de la compagnie nationale Sonatrach, les deux parties ont passé en revue les relations entre Sonatrach et Total Energie, notamment dans les domaines du gaz naturel et du gaz de pétrole liquéfié et les perspectives de coopération entre les deux groupes dans des projets structurants en Algérie et à l'étranger. Les deux parties ont également abordé de futurs projets dans les domaines du développement de la production de carburants, des énergies renouvelables, de la transition énergétique et du stockage de l'énergie. A cette occasion, les deux parties ont également renouvelé leur volonté d'œuvrer au renforcement du partenariat et d'échange d'expériences entre Sonatrach et Total Energie.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET HYDROGÈNE VERT

L'Algérie et l'Allemagne signent un important contrat

Le ministère de l'Energie et des mines et la société allemande pour la coopération internationale (GIZ) ont signé, lundi à Alger, un contrat d'exécution de la coopération technique dans le cadre du projet commun « TaqatHy », portant sur le développement de la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Le contrat portant sur ce projet, doté d'une enveloppe financière de 12 millions de dollars, a été signé du côté algérien par le directeur général de l'Energie auprès du ministère de l'Energie et des mines, Tahar Djouambi, et du côté allemand, par

la directrice résidente de la GIZ, Martina Vahlaus. Intervenant à l'occasion, le directeur général de l'Energie a affirmé que ce contrat visait à « approfondir la coopération algéro-allemande dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert en Algérie, tout en soulignant que cet accord démontrait « l'excellence de la coopération algéro-allemande et la volonté commune d'aller de l'avant pour établir des projets communs profitables aux deux parties ». Selon M. Djouambi, ce contrat porte sur la réalisation du projet « TaqatHy »,

le qualifiant de projet « important et innovant, qui permettra de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays », ajoutant que ce projet qui sera mis en œuvre avec le soutien de l'Allemagne « assurera un accompagnement pour l'atteinte de nos objectifs tracés dans ce domaine ». De son côté, l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Elisabeth Wolbers, a indiqué que ce contrat constitue « un projet de partenariat très concret entre les deux pays, et vise à développer davantage la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et de mettre en œuvre des technologies

clés dans l'hydrogène vert ». L'objectif de ce projet, a-t-elle mentionné, est de renforcer les capacités stratégiques, institutionnelles et techniques de l'Algérie pour le développement des énergies renouvelables à grande échelle mais aussi de taille moyenne, ainsi que de renforcer les capacités de développement de l'hydrogène vert. « Ce contrat permettra d'identifier les possibilités de création de valeur locale et d'applications locales ainsi que domestiques de l'hydrogène vert », a-t-elle souligné.

Synthèse R E.

FINANCES

Installation du nouvel inspecteur général des services fiscaux

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé la cérémonie d'installation de l'inspecteur général des services fiscaux, M. Smail Hammaoui, et ce dans le cadre du renforcement des capacités d'encadrement de la Direction générale des impôts (DGI), a indiqué un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation s'est déroulée, dimanche, au siège du ministère des Finances, en présence de la directrice générale des impôts et des cadres de l'administration fiscale.

A cette occasion, M. Faïd a mis en avant « le rôle primordial de l'Inspection générale des services fiscaux dans la promotion de l'intégrité et du professionnalisme dans l'accomplissement du devoir fiscal, ainsi que l'importance de sa mission qui vise à consacrer les principes de transparence et d'intégrité dans le secteur fiscal, en sus de sa mission de contrôle dans la mise en œuvre des politiques fiscales », lit-on dans le communiqué. Le ministre a également salué « la haute efficacité » du nouvel inspecteur

général qui « a une grande expérience et occupé plusieurs postes et responsabilités au niveau des services externes des impôts, outre le fait qu'il a fait preuve lors de son parcours professionnel de grandes qualités morales et éthiques ce qui lui permet d'assumer cette grande responsabilité avec loyauté et compétence », ajoute la même source. Le ministre a, en outre, mis l'accent sur l'importance de transmettre l'expertise et la connaissance, notamment dans le domaine fiscal, aux nouvelles

générations, à travers l'orientation et l'encadrement, « en vue d'assurer une amélioration durable de la fiscalité tout en garantissant les critères d'intégrité et de transparence ». La nomination du nouvel inspecteur des services fiscaux traduit « l'engagement du ministère des Finances à renforcer les capacités et les compétences de l'administration fiscale, ainsi que les efforts de lutte contre l'évasion fiscale », conclut la même source.

R E.

L'artère pétrolière la plus importante du monde, le « Détroit d'Ormuz »

Synthèse R E.

Nous sommes avec la Palestine qu'elle ait tort ou raison !

« Nous sommes avec la Palestine, qu'elle ait tort ou raison ! » (*nahnu m'a falastîn zâlimâ au mazlûma*) est une phrase prononcée en 1974 par l'ancien président algérien, Houari Boumediene. Elle est depuis devenue un crédo en Algérie. Cette même année, Yasser Arafat, leader de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), que l'on qualifiait à l'époque de terroriste, était venu pour la première fois à l'ONU prendre part aux débats concernant la Palestine. Décision historique, prise grâce à l'initiative du président de la 29^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies – Abdelaziz Bouteflika, Ministre des Affaires Étrangères de l'Algérie et bras droit d'Houari Boumediene, et ce en dépit de l'opposition d'Israël et des Etats Unis.

Par Yazid Ben Hounet (*)

Le discours de Yasser Arafat résonne encore fortement avec la triste actualité que nous observons:

« Je suis un rebelle, ma cause est la liberté. Vous êtes nombreux dans cette salle à avoir connu par le passé la même situation que moi : la position de résistance dans laquelle je suis et dans laquelle je dois lutter. Vous aussi avez dû vous battre pour faire de vos rêves une réalité. Aujourd'hui, vous devez partager mon espoir. Monsieur le président... [se tournant vers Abdelaziz Bouteflika, puis vers la salle] Je suis venu un rameau d'olivier dans une main, un fusil de combattant dans l'autre. Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier de ma main ! Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier de ma main ! Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier de ma main ! »

Depuis lors, la Palestine est devenue membre observateur à l'ONU mais le processus colonial a continué, le rameau d'olivier est tombé, son porteur est mort dans des circonstances troubles et les oliveraies ont continué à être accaparées et détruites (pour terroriser les Palestiniens).

La formule – « Nous sommes avec la Palestine, qu'elle ait tort ou raison ! » – n'est pas, loin s'en faut, le pendant du « soutien inconditionnel à Israël ». Elle a été prononcée par une personne qui savait très bien ce qu'était le combat contre le colonialisme, et contre les procédés de disqualifications morales des luttes de libération nationale. Houari Boumediene était lui aussi un ancien officier de l'Armée de Libération Nationale (ALN), branche armée du Front de Libération Nationale algérien (FLN), selon le point de vue algérien... ou d'un mouvement terroriste selon le point de vue, à l'époque, de la puissance occupante (la France). Le fait n'est pas propre à l'Algérie. Beaucoup de mouvements de libération nationale – comme l'ANC de l'honorable Nelson Mandela – ont été qualifiés de groupes terroristes. Affirmer que « Nous sommes avec la Palestine, qu'elle ait tort ou raison ! » c'est donc dire combien nous sommes conscients en tant qu'anthropologue, chercheur et citoyen des mécanismes de délégitimation de la cause palestinienne, comme cela a été le cas pour d'autres causes de libération nationale. Nous avons ainsi été sommés de condamner les actes de terreur du Hamas par ceux-là même qui ont été complices, ou se sont tus, pendant les décennies (75 ans) de terreur qu'Israël infligeaient aux Palestiniens, et en particulier aux Gazaouis.

Nous avons été sommés de croire que le



Hamas ne représentait en rien les Palestiniens, sans entendre une seule fois le point de vue des principaux concernés : les Palestiniens.

Nous avons été sommés de ne pas manifester publiquement notre solidarité et notre affection pour Gaza et la Palestine. Nous avons été sommés d'accepter le droit d'Israël à se défendre, quand bien même cela ne voulait dire factuellement qu'une seule chose : les Palestiniens n'ont que le droit de mourir en silence...

Comme l'écrivait déjà Gilles Deleuze, en 1983: « C'est un génocide, mais où l'extermination physique reste subordonnée à l'évacuation géographique : n'étant que des Arabes en général, les Palestiniens survivants doivent aller se fondre avec les autres Arabes ».

« Nous sommes avec la Palestine » c'est commencer déjà par adopter une perspective quelque peu émise, approche chère à l'anthropologue, c'est-à-dire en suivant le point de vue des premiers concernés. On remarquera alors qu'au lendemain du 7 octobre, aucun porte-parole officiel de la Palestine (membres du Fatah, branche rivale du Hamas) – que ce soit Hala Abou-Hassira, l'actuelle ambassadrice de la Palestine en France (également ici), l'ex représentante de la Palestine en France, Leila Shahid, ou encore Riyadh Mansour, l'ambassadeur de la Palestine aux Nations Unies – n'ont condamné l'attaque contre Israël. Non pas qu'ils n'aient de compassion envers les victimes israéliennes. Mais ils savent

mieux que quiconque, que toute condamnation unilatérale – toute condamnation de la mort de civils israéliens, sans prise en compte des milliers de Palestiniens assassinés par l'Etat colonial et des effets d'une occupation longue de près de 75 ans – est un quitus à Israël dans son appel à un « soutien inébranlable pour se défendre », selon l'expression de l'ambassadeur israélien au conseil de sécurité de l'ONU.

Les Palestiniens savent très bien, car ils en ont l'amère expérience, ce que cela veut dire concrètement. Et d'ailleurs, sans unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU s'agissant de la condamnation du Hamas, cela n'a nullement empêché Israël (avec l'aval des USA et de l'Europe) de mettre en place le blocus total (eau, nourriture, électricité, gaz) pour toute la population de Gaza, et de bombarder de manière continue des bâtiments à Gaza, faisant des milliers de victimes, essentiellement civiles – dont énormément d'enfants. Que ce serait-il passé si le conseil de sécurité de l'ONU s'était aligné sur la position israélienne – et donc américaine et européenne ?

« We are not subhumans » telle était l'expression forte de Riyadh Mansour, au conseil de sécurité de l'ONU (8 octobre 2023), un jour avant que le ministre israélien de la défense n'ose publiquement et en fanfaronnant dire ceci à propos du siège de Gaza : « Nous combattons des animaux et nous allons donc les traiter comme tels ». Phrase dont l'intention

génocidaire est évidente.

Quant aux réactions des autorités politiques et médiatiques en Amérique du Nord et en Europe, elle n'ont fait que confirmer l'hypocrisie abyssale entre les valeurs promues et la pratique. Elles n'ont que contribué à ouvrir un peu plus grand « les portes de l'enfer sur Gaza », à y propager encore davantage une « atmosphère de fin du monde » pour toute une « enfance orpheline » (Fanon, 1959).

A contrario, dans le Sud Global, mais également ici et là en Europe et en Amérique du Nord, elles ont aidé encore davantage, pour reprendre Frantz Fanon, à démystifier « définitivement les plus aliénés des colonisés ».

(*) *Anthropologue, chercheur au CNRS Vienne (Autriche).*

1- Gilles Deleuze, 2003 (1983), « Grandeur de Yasser Arafat », dans Deux régimes de fous, éditions de minuit, Paris, p.222. Texte initialement paru en 1984, daté de 1983, dans la revue d'études palestiniennes.

2 - « Mme Christiana Lilliestierna, journaliste suédoise, s'est entretenue, dans un camp, avec quelques-uns des milliers d'Algériens réfugiés. Voici un extrait de reportage : « Le suivant de la chaîne est un garçon de sept ans marqué de profondes blessures faites par un fil d'acier avec lequel il fut attaché pendant que des soldats français maltraitaient et tuaient ses parents et ses sœurs. Un lieutenant avait tenu de force ses yeux ouverts, afin qu'il vît et qu'il se souvînt de cela longtemps... « Cet enfant fut porté par son grand-père pendant cinq jours et cinq nuits avant d'atteindre le camp. « L'enfant dit : « Je ne désire qu'une chose : pouvoir découper un soldat français en petits morceaux, tout petits morceaux. » Eh bien cet enfant de sept ans, croit-on donc qu'il soit facile de lui faire oublier à la fois le meurtre de ses parents et sa vengeance énorme ? Cette enfance orpheline qui grandit dans une atmosphère de fin du monde, est-ce là tout le message que laissera la démocratie française ? » (Frantz Fanon, Sociologie d'une révolution, Maspero, 1959 p. 11.)

3 - « Dès lors que le colonisé choisit la contre-violence, les représailles policières appellent mécaniquement les représailles des forces nationales. Il n'y a pas cependant équivalence des résultats, car les mitraillages par avion ou les canonnades de la flotte dépassent en horreur et en importance les réponses du colonisé. Ce va-et-vient de la terreur démystifie définitivement les plus aliénés des colonisés. Ils constatent en effet sur le terrain que tous les discours sur l'égalité de la personne humaine entassés les uns sur les autres ne masquent pas cette banalité qui veut que les sept Français tués ou blessés au col de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées tandis que « comptent pour du beurre » la mise à sac des douars Guergour, de la dechra Djerrah, le massacre des populations qui avait précisément motivé l'embuscade. » Frantz Fanon, Les damnés de la terre, La Découverte, 2002 [1961], p.86.

MOSTAGANEM

Vers une production de plus de 230.000 quintaux d'olives (DSA)

La saison de cueillette d'olives, qui vise cette année une production de plus de 230.000 quintaux, a été lancée à Mostaganem, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction de wilaya des Services Agricoles (DSA). L'opération de cueillette, lancée dans différentes régions de la wilaya de Mostaganem a permis, à ce jour, de réaliser une production abondante estimée à 72.000 quintaux d'olives de table. Les agriculteurs ont ainsi récolté une surface de 1.436 ha sur un total de 6.818 ha dédiés à cette filière agricole (20 pc de la surface globale), avec un rendement de 50 quintaux à l'hectare, a-t-on ajouté. Les services agricoles de la wilaya de Mostaganem prévoient une production record, d'ici la fin de cette campagne, ciblant 1,2 million d'oliviers, avec un rendement de 230.000 quintaux, soit 34 quintaux à l'hectare et une augmentation de 50 pc par rapport à la campagne de l'année écoulée, qui avait connu une baisse significative à cause des conditions climatiques, notamment la sécheresse. L'oléiculture se répand, notamment, pour les espèces "Sigoise" et "Chemlel", dans les zones montagneuses de s communes de Achâacha et Sidi Lakhdar (Est de Mostaganem) et le plateau de Mostaganem, au niveau des communes de Ain Te-deles, Bouguirat, Hassi Mameche et Ain Nouissy (Sud de Mostaganem).

SÉTIF

Réception en mars prochain du projet d'aménagement du stade d'El Eulma

Le projet d'aménagement et de réhabilitation du stade de football Messaoud Zeghar d'El Eulma (Sétif) sera réceptionné "au plus tard mars prochain", apprend-on samedi des services de la wilaya. Selon les mêmes services, cet investissement public de 36 millions DA lancé en juillet passé porte sur l'aménagement du terrain en gazon naturel et la requalification de l'unité d'hébergement et de récupération, des vestiaires, des gradins, de l'éclairage et le bitumage des alentours du stade en plus de travaux de peinture. Avec un taux de 75 % d'avancement des travaux en cours, cet équipement contribuera à terme à développer la pratique sportive dans la région et d'encadrer la formation de jeunes dans le sport roi, selon la même source. Au cours de la visite effectuée samedi à cet équipement, le wali Mostefa Limani a préconisé d'accélérer la cadence des travaux et de respecter les critères techniques dans leur exécution pour réceptionner dans les délais contractuels ce stade de 20.000 places ouvert en 1960. Au cours des deux dernières années, une enveloppe financière de 1,6 milliard DA a été octroyée à la réalisation de 42 stades proximité en pelouse synthétique à travers 12 communes de la wilaya, selon les données de la direction de la jeunesse et des sports.

TIPASA

Sessions de formation au profit de 100 femmes rurales

Une centaine de femmes rurales ont bénéficié, à Tipasa, d'une formation sur les techniques de séchage du poisson et de transformation des déchets ménagers, initiée par le Forum de soutien et de promotion de la femme rurale, en coordination avec les secteurs concernés, a-t-on appris, mercredi, des organisateurs.

Il s'agit de l'organisation par le Forum de deux sessions de formation spécialisée au profit de femmes rurales, la première à l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture de Cherchell, au profit de 40 femmes de différentes régions du pays, axée sur les techniques de séchage du poisson et des produits de la pêche, avec un encadrement assuré par des enseignants et des cadres de la Chambre nationale de pêche, a indiqué la présidente du Forum, Mme Bendjoudi Dalila, à la clôture de cette session.

La 2 e session, d'une durée de trois jours (16, 17 et 18 octobre), a ciblé une soixantaine de femmes qui ont bénéficié d'une formation sur la transformation des déchets ménagers en engrais biologiques, au niveau du Cen-



tre de formation professionnelle de Tipasa, en coordination avec le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, à travers des cadres de l'Institut national des formations environnementales, a fait savoir la même responsable.

L'initiative, inscrite dans le cadre du plan de travail du Forum, "vise à assurer une formation spécialisée à la femme rurale, de manière à acquérir des compétences dans divers domaines, qui leur permettent d'accéder au monde de l'entre-

preneuriat, avec le moins de moyens possibles", a-t-elle souligné. Mme Bendjoudi a, également, fait part de l'organisation, durant cette année, de sept sessions de formation spécialisées dans divers domaines, dont les méthodes de fabrication de produits de nettoyage, les techniques de fabrication du fromage, le tissage des tapis, et les habits traditionnels. "Ces sessions ont profité à près de 500 femmes", a-t-elle précisé. Dans le cadre de l'encouragement de la femme rurale, le Forum de soutien et de promotion de la femme rurale a, en outre, contribué à la distribution de 200 machines à coudre et 100 équipements de tissage de tapis au profit de plus de 200 femmes, en coordination avec différents organismes publics, selon la même source.

EL-MENIAÂ

Lancement des travaux de renforcement d'un tronçon de 87 km sur la RN-1

Les travaux de renforcement d'un tronçon de 87 km sur la route nationale RN-1, reliant la wilaya d'El-Meniaâ à la limite territoriale de la wilaya d'In-Salah, viennent d'être lancés par les autorités locales, a-t-on appris dimanche de la direction des travaux publics (DTP). Répartie en trois lots, cette opération a pour objectif d'éradiquer les "points noirs" enregistrés par les services techniques de la DTP à travers le renforcement d'un tronçon de 87 km de la RN-1 menant vers la limite territoriale de

la wilaya d'In-Salah, sur une distance globale de 197 km, a précisé le directeur du secteur, Lazhar Dadamoussa. Le wali d'El-Méniaâ, Benmalek Mokhtar, a, à cette occasion, affirmé que l'Etat accorde une importance extrême à ce projet, tout en instruisant les entreprises réalisatrices à respecter les délais contractuels et les normes de réalisation. Cet axe routier qui fait partie de la route de l'unité africaine, revêt une importance économique et une dimension stratégique en termes

de relations algéro-africaines, a-t-il ajouté. De nombreux usagers de la route se félicitent de la réalisation de cette opération qui permettra d'assurer une meilleure fluidité du trafic et de réduire leur budget de pièces de rechange. De leur côté, des conducteurs de bus de transport de voyageurs n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction quant au lancement des travaux de renforcement de cet axe routier, très fréquenté par les véhicules poids-lourds notamment.

EL BAYADH

Plantation prochaine de 200.000 arbres fruitiers résistant à la sécheresse

La Direction des Services Agricoles (DSA) de la wilaya d'El Bayadh a programmé une opération de mise en terre de 200.000 plants d'arbres fruitiers résistant à la sécheresse, au titre de la saison agricole en cours 2023-2024, a-t-on appris auprès de cette instance. Le chef de service de la production et de l'appui technique à la DSA, Omar Rimas, a indiqué à l'APS que cette opération de développement, financée par le Fonds national de développement rural, sera lancée, prochainement, après l'achèvement des procédures administratives et touchera une superficie de 900 hectares où seront plantées quatre variétés d'arbres fruitiers, à savoir l'amandier, le noyer et le pistachier d'Alep, en

plus de l'arganier. Les travaux de cette opération, qui bénéficiera à plus de 360 agriculteurs à travers l'ensemble des communes de la wilaya, ont été confiés à l'entreprise régionale de Génie-rural "Djurdjura", spécialisée dans la production et la plantation d'arbres résistants à la sécheresse et qui prendra en charge les opérations d'acquisition des plants et de leur mise en terre de même que leur suivi à travers l'irrigation. Les agriculteurs concernés bénéficieront d'un suivi et d'un accompagnement technique par toutes les équipes techniques de vulgarisation agricole et les équipes techniques de protection végétale de la Direction du secteur, ainsi que le conseil professionnel des arbres fruitiers, pour réussir cette opération.



Durant la saison agricole écoulée 2022-2023, un programme similaire a été mis en œuvre, comprenant la mise en terre de 80.000 plants d'arbres fruitiers résistants à la sécheresse sur une superficie de

240 ha, une opération dont a bénéficié 80 agriculteurs. La superficie actuelle dédiée à ce type d'arbres est estimée à 787 ha, couvrant plus de 163.000 arbres tels que le grenadier, l'amandier, le figuier et le pistachier.

Le Green Deal est un astre mort

Les Européens doivent produire beaucoup plus d'énergie bas carbone pour soutenir l'industrie de la transition et cesser de se mentir sur leur sécurité énergétique.

Par Cécile Maisonneuve (*)

Ukraine, Proche-Orient : la géopolitique est bien de retour, dans des géographies clés pour la production d'énergie. Pour l'heure, octobre 2023 n'est pas un remake d'octobre 1973 : aucun pays producteur n'a intérêt à une envolée massive et soudaine des prix du pétrole dans un monde où celui-ci est désormais concurrencé par l'électricité comme énergie de la mobilité. Reste que le retour de la guerre au Proche-Orient et l'incertitude sur le niveau d'implication de l'Iran dans les semaines à venir vont accroître la volatilité des marchés pétroliers et gaziers. Une fois encore, l'Europe est en première ligne face à ce qui s'annonce comme une nouvelle phase de la crise énergétique qui mine son économie depuis l'été 2021. Traditionnellement dépendante des marchés pour ses approvisionnements en pétrole, elle l'est aussi désormais pour les deux tiers de ses achats de gaz, du fait du remplacement d'une partie du gaz russe par du gaz naturel liquéfié. Sa fragilité énergétique s'accroît alors qu'elle doit déjà composer avec un prix élevé de toutes ses sources d'énergie. Le Green Deal, brandi comme la solution à cette équation géopolitico-énergétique après le 24 février 2022, l'est-il encore ? Après tout, ce Pacte vert adopté en 2019 permet à l'Europe de faire

d'une pierre deux coups : atteindre la neutralité carbone en 2050 et réduire progressivement sa dépendance aux énergies fossiles, donc aux fureurs des marchés, au profit des renouvelables et d'un accroissement du recours à l'électricité pour se déplacer ou se chauffer. Sauf que le Green Deal est aujourd'hui un astre mort. Sur le plan intérieur, il est fragilisé par des Etats qui, dans un contexte de compétitivité industrielle et de pouvoir d'achat dégradés par les prix de l'énergie, demandent une pause dans ces réformes qui coûtent cher. Et, sur le plan géopolitique, il pose un double problème de rythme et de cohérence. Problème de rythme d'abord : celui de la décarbonation des économies européennes est dicté par l'objectif de 2050, mais le tempo de la dégradation de la situation géopolitique est, lui, bien plus rapide. Les coups de boutoir de ces empires agressifs, situés, pour la Russie et l'Iran, à nos portes, risquent de déstabiliser l'Europe bien plus vite et bien plus fort que ne pourrait le faire un climat dérégulé. Ce d'autant plus encore qu'elle est perçue comme le maillon faible du monde occidental. Problème de cohérence : sortir de la dépendance excessive à la Russie pour accentuer une dépendance déjà massive à la Chine sur les technologies de la décarbonation met l'Europe à risque dans l'hypothèse, probable dans la présente décennie, d'attaque de Taïwan par la Chine. Que fera une Europe arrimée énergétiquement à la

Chine si son allié américain, dont elle a toujours tant besoin pour sa sécurité, exige la solidarité ? Dans le monde du 24 février 2022 et du 7 octobre 2023, c'est d'un Power Deal dont l'Europe a besoin, un contrat de puissance dans le double sens géopolitique (en l'occurrence militaire) et énergétique du terme. Les Européens doivent produire beaucoup plus d'énergie bas carbone pour soutenir l'industrie de la transition et cesser de se mentir sur leur sécurité énergétique : les énergies renouvelables sans développement à due concurrence du stockage et des réseaux, c'est l'illusion de la sécurité énergétique. La pusillanimité sur le nucléaire, sur lequel l'Europe a tout moyen d'agir vite et fort en s'inspirant de l'Inflation Reduction Act comme des stratégies industrielles et des réglementations adoptées récemment aux Etats-Unis, c'est du sabotage de sa sécurité énergétique. Et le gaz avec captation et stockage, c'est une nécessité de sécurité énergétique. Faut-il aller jusqu'à un grand partenariat énergétique, climatique et économique avec les Etats-Unis pour dix ans, le temps pour l'Europe de réduire sa dépendance à la Chine ? Si la crise actuelle se mue en une guerre régionale, cette realpolitik s'imposera comme la seule option viable pour son économie.

(*) Présidente de Decysive et senior fellow à l'Institut Montaigne

Source : Les Echos

La transition climatique va rimer avec location

Lancé en 2008-2010, le bitcoin voulait répondre à l'idéal d'une monnaie décentralisée, affranchie du contrôle des autorités financières et politiques.

Par Eric Le Boucher (*)

L'ensemble des biens de consommation vont être de plus en plus chers pour être « durables » au lieu de jetables. Les louer va devenir intéressant sinon nécessaire. Au XIXe siècle, dans le Paris d'Haussmann et les autres grandes villes, la classe moyenne n'achetait pas, elle louait. La propriété des immeubles appartenait aux « deux cents familles » qui baillaient les bourgeois pour la vie, au moins de longues années, et pour des sommes raisonnables, leur cédant aussi une « chambre de bonne » au sixième étage. La volonté des Français d'être propriétaire est récente, elle a été encouragée par les travers du « gaullisme immobilier », elle l'est toujours. La transition climatique devrait la remettre en question. Plus globalement, l'ensemble des biens de consommation va voir s'inverser la courbe de leurs prix que l'industrialisation avait permis. Ils vont coûter de plus en plus chers pour être « durables » au lieu de jetables ; les louer va devenir intéressant sinon nécessaire. Les ménages de la classe moyenne n'ont plus de quoi acheter, ni de quoi rénover

entièrement leur logement pour le rendre « neutre » en gaz à effet de serre, quand ils doivent aussi basculer pour une voiture électrique plus chère. L'Etat veut les aider mais il est endetté et il ne peut pas prendre à sa charge toutes les constructions de neuf, toutes les réhabilitations de l'ancien et « en même temps » subventionner les conducteurs. Il n'y a plus vraiment de « deux cents familles » pour financer l'ensemble. Seuls les groupes financiers et les très grandes entreprises ont les moyens ; l'argent est plus cher qu'il y a deux ans mais l'épargne reste abondante. L'automobile, comme toujours dans notre civilisation individualiste, a montré la voie. La « bagnole », comme dit quelqu'un, ne s'achète plus, elle se loue aux constructeurs associés dans l'opération aux banques. Les publicités ne donnent plus le prix d'achat mais le prix par mois du contrat longue durée avec ou sans achat en sortie. Le bonus écologique de 7.000 euros versé par l'Etat réduit l'apport de départ. On trouve des petites voitures (Fiat 500 ou Twingo) à moins de 200 euros par mois, montant que le gouvernement voudrait voir descendre sous la barre des 100 euros. Les futurs modèles Citroën ou Renault devraient y parvenir. La formule, même si elle est évidemment plus coûteuse qu'un achat, est

amenée à séduire dans une période où la technologie (les batteries) est encore instable. L'innovation pousse à la prudente location. Il devrait en être de même pour la rénovation des logements. La grande majorité des familles est incapable de financer une isolation à 100 %, une pompe à chaleur et l'installation du chauffage au sol qui va avec. Comme pour l'automobile, les énergéticiens devraient prendre la propriété de la nouvelle chaudière à leur charge et une partie des travaux afférents, pour louer l'ensemble. Il leur est beaucoup plus facile que les familles de trouver le capital et, en outre, de négocier les prix avec les fournisseurs. L'abonnement à l'énergie coûtera plus cher mais c'est la seule façon d'accélérer véritablement la transition climatique. L'idée de la location pourrait être multipliée aux autres biens lorsque les normes climatiques en élèvent le prix et que le « protectionnisme » va dans le même sens. Pourquoi ne pas imaginer louer son réfrigérateur vert et ses autres machines domestiques ? La question du logement lui-même est plus rude. Le secteur en crise cherche un nouveau modèle financier et urbanistique. La classe moyenne rencontre de très lourdes difficultés à se porter acquiescente sauf à s'expatrier hors des

villes, aggravant les problèmes des mobilités. La non-bétonnisation des sols bloque la construction des pavillons. L'Etat construisait pour louer ou subventionnait grassement des investisseurs pour le faire mais il n'a plus le sou. Et par ailleurs contradictoirement, il punissait les loueurs classés « exploités ». La clé est entre les mains de la finance qui devrait trouver là une façon de se rendre utile à la société. Il lui faut inventer, avec le bâtiment et les industriels, les instruments pour des locations abordables. Si l'Etat lui repasse la main avec intelligence et confiance, et si elle même retrouve le goût du long terme, elle a suffisamment de surface pour trouver. Le capital financier privé, on le sait, est l'acteur attendu pour financer la transition dans les pays en développement, mais il l'est aussi ici, au niveau national. Le climat pousse à revoir les modes de vie, mais aussi la politique. La propriété a toujours été un sujet de fureur entre la gauche et la droite. La nécessité du temps rend utile de dépasser les querelles d'avant, pour relire le temps haussmannien, pour réinventer la location en la glorifiant comme le facteur conjoint très rare de progrès climatique et de liberté.

(*) ditorialiste aux « Echos »

LIBAN/FINANCES

Prorogation du délai de paiement de certaines redevances

Le ministre sortant des Finances, Youssef el-Khalil, a émis vendredi trois décisions relatives à la prorogation des délais de paiements de certains impôts afin de donner davantage de temps aux contribuables et leur éviter des amendes de retard.

La prolongation du délai de dépôt de la déclaration périodique et du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour le troisième trimestre de l'année 2023 jusqu'au 31 octobre 2023. Le délai de présentation des demandes de recouvrement a également été prorogé jusqu'au 31 octobre.

La date limite de dépôt de la déclaration annuelle relative à l'impôt sur le revenu des traitements et des salaires a été prorogée jusqu'au 31 octobre 2023. Le délai de dépôt de la déclaration annuelle relative à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires (R5), des décomptes annuels individuels (R6) et du décompte annuel global (R7) des travaux de l'année 2022, ainsi que le paiement de la taxe si elle est due, ont été prorogés jusqu'au 31 octobre 2023.

MAROC

Un programme d'aide au logement sera déployé en 2024

Un nouveau programme d'aide au logement au Maroc a été annoncé par le gouvernement. Le programme qui s'étendra de 2024 à 2028 vise à améliorer l'accès à la propriété et le pouvoir d'achat des ménages, explique-t-on dans un communiqué du cabinet royal. Dans ce sens, le programme prévoit des subventions de 100 000 dirhams (1 dirham marocain = 0,091 euro) pour l'achat de logements d'une valeur inférieure ou égale à 300 000 dirhams TTC, et de 70 000 dirhams pour les logements compris entre 300 000 et 700 000 dirhams.

Selon le communiqué du cabinet royal «y sont éligibles les Marocains résidant au Maroc ou à l'étranger, qui ne sont pas propriétaires au Maroc et qui n'ont jamais bénéficié d'une aide au logement». Ce programme ambitionne de faciliter l'accès au logement pour les classes sociales à faible revenu ainsi que la classe moyenne, réduire le déficit en logement et accélérer l'achèvement du programme « Villes sans bidonvilles », selon la même source. Il vise ainsi à couvrir les besoins en logement de deux catégories sociales (à faible revenu et classe moyenne) soit environ 70% de la demande de logement.

Le Fonds saoudien pour le développement s'engage en faveur de la croissance économique du Viêt Nam et du Cambodge

L'Arabie saoudite a réaffirmé son engagement envers les objectifs économiques des pays d'Asie du Sud-Est, lors de la rencontre entre les délégués de son fonds de développement et les premiers ministres du Cambodge et du Vietnam.

Selon l'agence de presse saoudienne, le PDG du Fonds saoudien pour le développement, Sultan Al-Marshad, a rencontré le Premier ministre cambodgien Hun Manet et le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh lors de réunions séparées la semaine dernière.

Al-Marshad a discuté avec Manet des possibilités de coopération sur des projets de développement dans plusieurs secteurs au Cambodge. Le PDG de la SFD a également passé en revue avec le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh les relations de collaboration entretenues par les deux pays au cours des douze dernières années. En outre, ils ont discuté des moyens de renforcer la coopération au développement dans divers secteurs clés au Vietnam.

Depuis 2011, le fonds a investi plus de 164 millions de dollars (1 dollar américain = 0,94 euro) dans des projets et des programmes soutenant le dévelop-

pement social et la prospérité économique du pays.

Les initiatives vietnamiennes qui ont bénéficié de prêts à des conditions préférentielles de la part du fonds saoudien concernent notamment les infrastructures rurales, le développement des ressources humaines et des soins de santé dans les provinces confrontées à des difficultés économiques.

En 2021, l'ambassadeur saoudien Saud Al-Suwailem a déclaré au ministère vietnamien des Finances : « L'Arabie saoudite est disposée à coopérer, à fournir des ressources par l'intermédiaire du Fonds saoudien pour le développement et à apporter une assistance technique au Vietnam afin de promouvoir la coopération, les investissements et les relations commerciales entre les deux pays à l'avenir ». Le Fonds saoudien pour le développement a soutenu plus de 750 projets et programmes de développement dans plus de 90 pays en développement, pour un montant total d'environ 20 milliards de dollars.

Sa décision d'investir dans les infrastructures et le développement agricole du Cambodge réaffirme l'engagement du Royaume en faveur de la collaboration sud-sud et de la croissance durable dans les économies émergentes.

En août de cette année, le prince héritier Mohammed ben Salmane a appelé le nouveau Premier ministre du Cambodge pour le féliciter à l'occasion de son entrée en fonction tout en souhaitant au dirigeant et à son pays davantage de progrès et de prospérité.

Dans son discours inaugural au conseil des ministres, Manet a promis de vastes réformes économiques pour faire du Cambodge un « pays à revenu élevé » d'ici 2050.

« Les 25 prochaines années constitueront un nouveau cycle pour le Cambodge », a-t-il déclaré dans un discours télévisé.

Le SFD a pour objectif de continuer à soutenir plusieurs secteurs dans les pays en développement en vue d'un développement durable.

Hausse des importations tunisiennes en provenance de Turquie et de Chine en septembre

Selon l'INS, en septembre, les importations tunisiennes ont enregistré une quasi-stagnation, affichant une légère baisse de 0,8%.

Les biens d'équipement ont enregistré la plus forte baisse de 9,4%, expliquée par une réduction des achats de matériel informatique. Les importations de matières premières et demi-produit ont également fléchi de 2%, notam-

ment pour les produits sidérurgiques. Par ailleurs, les importations de biens de consommation ont diminué de 4,9%, particulièrement les produits pharmaceutiques.

En revanche, les importations alimentaires ont de nouveau augmenté de 25,2% après trois mois de baisse, principalement en raison des importations de sucre et des céréales. Par ailleurs, les importations

d'énergie ont légèrement augmenté de 1,7%.

A fin septembre 2023, les importations tunisiennes ont enregistré une augmentation de 8,4% depuis l'Union européenne, notamment l'Italie (+44,6%) et les Pays-Bas (+77,4%) cependant elles ont diminué depuis d'autres pays, comme l'Espagne (-17,6%), Malte (-17,7%) et la France (-1,9%).

Hors UE, les importations

ont baissé de 7%, notamment depuis les pays du Maghreb avec une réduction de 2%, principalement en raison de la forte baisse des importations en provenance d'Algérie (-21,3%). Les importations en provenance de Russie ont chuté de 16,7%, celles de Chine de 18,6%, mais elles ont enregistré une augmentation en provenance de Turquie (+30,6%).

ÉGYPTÉ

Intro Sustainable Resources et Siemens vont construire des centrales de cogénération de 300 MW

L'Égypte a conclu récemment des pactes d'investissement d'une valeur de 14,75 milliards \$ notamment avec des entreprises chinoises en vue de la production d'hydrogène et d'ammoniac verts, entre autres.

La filiale d'Intro Holding Investments, Intro Sustainable Resources, a signé un protocole de coopération avec l'un des leaders mondiaux des technologies de l'énergie Siemens Energy, pour mettre en œuvre et installer un groupe de cen-

trales de production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE) à haut rendement en Égypte et dans la sous-région.

Les centrales de cogénération auront une capacité totale de 300 MW d'ici 2030 et utiliseront le gaz naturel comme combustible. La coopération vise à réduire les émissions de carbone et à lutter contre le changement climatique en fournissant des solutions énergétiques propres et fiables. Elle s'inscrit

dans le cadre de la stratégie d'Intro en matière de ressources durables, qui vise à participer activement au développement grâce à une série de projets énergétiques conjoints.

Selon le protocole, Intro Sustainable Resources sera responsable du financement et du développement global des centrales, tandis que Siemens Energy sera chargée de réaliser les études techniques et de fournir aux centrales les turbines et autres équipements néces-

EN AFRIQUE

Les réformes foncières deviennent un enjeu majeur pour accélérer le développement

Les contradictions entre les régimes coutumiers et les législations modernes ainsi que l'accaparement des terres par des investisseurs sont autant de freins à l'exploitation optimale de l'immense potentiel foncier africain. Les réformes foncières rencontrent souvent des obstacles et des controverses.

Les pays africains sont plus que jamais appelés à résoudre les contradictions entre les régimes fonciers coutumiers et les législations modernes adoptées après les indépendances et à améliorer la gouvernance foncière pour libérer le potentiel de croissance de plusieurs secteurs d'activité économique clés, souligne un rapport publié le 6 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Les Etats africains doivent améliorer leurs politiques foncières pour mieux faire face aux défis du développement », le rapport note que les difficultés liées au foncier entravent l'essor des secteurs de l'agriculture et des infrastructures, qui se situent au cœur des politiques de développement des Etats. L'un de ces problèmes concerne la spéculation foncière pratiquée par des investisseurs nationaux et internationaux, qui peut conduire à l'accaparement des terres agricoles au détriment des populations locales. Environ 2,3 millions d'hectares de terres ont été acquis entre 2000 et 2012 dans les huit pays de l'UEMOA plus la Guinée, soit 1,5% de la superficie totale des terres arables de ces pays, selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Land Matrix Initiative (LMI), une base collaborative et indépendante de données internationales sur l'accaparement des terres, a également révélé que 7,3 millions d'hectares sont passés sous contrat de location en Afrique subsaharienne ou d'acquisition entre 2010 et 2020, ce qui représente 1,2% de la superficie totale des terres arables du continent. Généralement, ces acquisitions font suite à des politiques de promotion de l'investissement

privé qui permettent à des investisseurs internationaux d'acquérir des terres en Afrique à des conditions favorables, en contrepartie d'investissements dans le secteur agricole local. Malheureusement, ces investissements ne tiennent parfois pas compte des besoins agricoles locaux et développent des cultures de rente, contribuant ainsi à maintenir le continent dans sa dépendance à l'étranger pour son approvisionnement en produits alimentaires. Les terres sont également souvent acquises à des fins non agricoles, comme le développement d'infrastructures, les projets miniers ou industriels, ce qui peut marginaliser les agriculteurs locaux.

Un vaste potentiel foncier
Les difficultés liées à l'accès à la terre et aux droits de propriété dans de nombreux pays africains constituent également l'un des nombreux problèmes fonciers qui empêchent le développement de l'agriculture et des infrastructures en Afrique. En effet, les litiges sont fréquents entre les agriculteurs, les communautés locales et les investisseurs dans de nombreux pays du continent. Ces litiges naissent parfois de cadres législatifs et réglementaires complexes, fragmentés et mal adaptés aux besoins locaux. Le rapport indique d'autre part que l'Afrique possède un vaste potentiel foncier, au regard de superficie et de sa diversité géographique. L'exploitation optimale de ce potentiel pourrait permettre au continent de relever des défis importants pour son développement. Dans le secteur agricole par exemple, les terres fertiles et les climats divers offrent la possibilité de cultiver une grande variété de produits, ce qui pourrait contribuer à la sécurité alimen-

taire et au développement économique. L'urbanisation croissante en Afrique offre aussi des opportunités pour le développement d'infrastructures modernes, y compris des réseaux de transport, des zones industrielles et des centres urbains. Le potentiel foncier du continent pourrait par ailleurs faciliter le développement de plusieurs autres secteurs tels que l'exploitation des hydrocarbures et des minerais ou encore la production des énergies renouvelables. Les vastes régions sauvages et les écosystèmes diversifiés du continent ont, quant à eux, un potentiel énorme pour le tourisme et la conservation de la biodiversité. Pour tenter d'améliorer l'exploitation de ce potentiel, plusieurs pays africains ont initié des réformes foncières, qui sont souvent soutenues ou poussées par des bailleurs de fonds et d'autres partenaires au développement. Ainsi, le Togo a adopté un projet de loi portant sur un nouveau code foncier et domanial en 2018. Au Bénin, les autorités ont adopté un code foncier et domanial en 2013 avant de le modifier en 2017. En mai dernier, la Côte d'Ivoire a adopté un décret dont l'un des objectifs était de faciliter l'immatriculation du plus grand nombre de terres possible.

Des régimes fonciers complexes
Ces réformes ont été souvent critiquées par de nombreuses organisations de la société civile, en raison de leurs résultats mitigés à court terme. En Côte d'Ivoire, la récente réforme foncière a suscité une vive controverse au sein de la classe politique, notamment en ce qui concerne l'abolition de la notion de « mise en valeur d'une terre » pour déterminer la propriété foncière par un particulier. Dans

d'autre pays comme le Sénégal, les réformes sont plutôt critiquées, car leur mise en place prend du retard. Ces retards sont parfois liés à un manque de volonté politique au niveau de l'Etat, soit aux contestations d'une société civile qui, consciente des enjeux et des conséquences de ces réformes, fait de la protection des intérêts des acteurs ruraux sa priorité. De manière générale, ces réformes se heurtent encore à d'importants défis, dont la complexité des systèmes fonciers où les règles coutumières prévalent parfois sur les règles fixées par l'Etat en cas de litige. D'autant plus que l'harmonisation des règles coutumières avec les législations modernes représente un exercice d'équilibriste dans des Etats où la question foncière est un sujet sensible avec des implications sociales, économiques et politiques importantes. Au Sénégal par exemple, la loi sur le domaine national de 1964 a été inapplicable parce que les communautés continuaient à appliquer leurs modes de gestion des terres en tant que propriétaires. D'où la nécessité de clarifier cette dichotomie entre la loi moderne et le droit coutumier. Sur un autre plan, les Etats doivent également réfléchir à la planification de l'utilisation des terres pour établir des stratégies de développement urbain durable en adoptant une gouvernance foncière débarrassée de maux bien connus comme la corruption ou les inégalités sociales et de genre, et accompagnée de mesures d'incitation telles que la réduction des coûts des transactions, le rapprochement des services de l'Etat des zones rurales, la fluidité des procédures administratives, notamment à travers la digitalisation, et surtout des mesures de compensation efficaces dans le cadre des expropriations.

NUMÉRISATION DES PME

La Namibie s'associe à l'Estonie

La numérisation en cours sur le continent touche tous les secteurs d'activités. Les PME qui jouent un rôle crucial dans l'économie africaine sont également concernées. Le Conseil namibien de promotion et de développement des investissements (NIPDB) et le Conseil estonien du développement (EstDev) ont récemment signé un partenariat visant à développer les capacités et les compétences numériques dans les entreprises namibiennes de micro, de petite et moyenne taille (MPM) à travers le programme « Entrepreneurship Minds ». L'information a été rendue public par les médias locaux. Le nouveau programme, mis en œuvre en collaboration avec l'université de technologie de Tallinn en Estonie, a également pour but d'accompagner financièrement les PME et de leurs offrir des formations de qualité. L'objectif est de responsabiliser et de libérer le potentiel commercial inexploité de la Namibie en mettant un accent sur la technologie et l'e-commerce.

S'exprimant sur le bien-fondé de cette initiative, Dino Ballotti, le directeur exécutif du comité d'investissement pour le développement d'entreprise MPM au NIPDB, a fait savoir qu'elle intervient dans un contexte particulier de coopération entre les deux pays. « Leur stratégie régionale africaine 2020-2030 place la Namibie comme collaborateur essentiel de l'Estonie. En outre, l'investissement de l'Estonie dans la mise en place d'une transformation numérique et la promotion de l'esprit d'entreprise résonne avec la vision stratégique de la Namibie, en particulier lorsqu'elle est prise en compte parallèlement à l'initiative de l'Union européenne sur l'hydrogène vert », a-t-il déclaré. Le lancement du programme fait suite à une visite du Conseil namibien de promotion et de développement des investissements en Estonie en mai dernier. Il s'inscrit dans le cadre des multiples actions menées par l'Estonie pour soutenir la numérisation du secteur public du pays depuis 2013. A ce jour, une douzaine de

projets numériques ont été financés en Namibie, pour un montant total d'environ 750 000 EUR. A terme, le programme permettra de favoriser les écosystèmes de start-up, de financer des solutions locales innovantes pour les défis de développement et de renforcer l'économie. Selon l'Agence namibienne des statistiques, les PME contribuent à environ 12 % au PIB du pays et emploient plus de 200 000 personnes. Pour Nelli Timm, conseillère régionale pour l'Afrique d'EstDev, ce nouveau projet jouera un rôle central dans le renforcement du secteur des PME de la Namibie grâce au développement de capacités et de compétences numériques. « Ce partenariat ambitieux entre la Namibie et l'Estonie promet non seulement de libérer le potentiel des entreprises, mais aussi de promouvoir l'innovation numérique et la croissance économique dans la région », a-t-elle déclaré.

INVESTISSEMENTS ET COMMERCE

L'UE annonce un forum à Yaoundé lors du salon Promote 2024

L'Union européenne (UE) prévoit d'organiser un forum économique à Yaoundé au Cameroun lors du salon Promote prévu du 17 au 25 février 2024. En préparation à cet événement, une délégation de l'UE s'est rendue le 20 octobre 2023 au Gicam. Objectif : sensibiliser la principale organisation patronale du pays. À l'occasion, le Gicam s'est « engagé à apporter sa contribution à l'organisation et à la sensibilisation de la communauté des affaires sur l'évènement ». Baptisé Cameroon-EU Business Week, ce forum prévu pour se tenir du 21 au 23 février 2024, a-t-on appris au terme de rencontre avec la secrétaire exécutive du mouvement patronal, Aline Valérie Mbono. Son objectif affiché est de promouvoir les opportunités commerciales et d'investissements au Cameroun auprès des investisseurs européens avec l'espoir de booster les échanges entre le Cameroun et l'Union européenne. Dans une brochure publiée par la délégation de l'UE au Cameroun en 2020, les 27 revendiquent le statut de premier partenaire commercial du Cameroun. Selon ce document, l'UE capte 47,4% des produits exportés du Cameroun devant la Chine et l'Inde. Selon la même source, les exportations du Cameroun vers l'Union européenne en 2019 se sont établies à 1400 milliard de FCFA contre 1000 milliards de l'UE vers le Cameroun. La balance commerciale entre les deux partenaires est donc en faveur du Cameroun suivant ces données. Selon la même brochure, les entreprises européennes présentent au Cameroun ont investi, au cours des 10 dernières années, 353 milliards de FCFA et créé 34 000 emplois dont 99,5% sont camerounais.

BOURSE DE PARIS

Une ouverture en petite hausse

La Bourse de Paris est attendue en petite hausse lundi, prête à rebondir légèrement après une semaine négative, sur fond d'incertitudes géopolitiques.

Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 gagnait 0,29% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Vendredi, l'indice avait perdu 1,52%, tombant à son plus bas niveau en clôture depuis le 5 janvier. Sur la semaine, la Bourse de Paris a abandonné 2,67%, sa pire perte hebdomadaire depuis début juillet. Les investisseurs continuent de surveiller l'évolution du conflit au Proche-Orient, et particulièrement le risque d'escalade régionale. «Les événements du week-end ont offert un espoir de compromis», selon Michael Hewson,

analyste de CMC Markets, faisant référence au «flux continu» d'aide promis à la bande de Gaza par les États-Unis et Israël et à la libération vendredi de deux otages américaines par le Hamas. Les prix du pétrole reculent dans ce contexte, d'environ 1% pour les deux contrats de référence, mais les affrontements à la zone transfrontalière entre Israël et le Liban restent un motif d'inquiétude pour les marchés. L'armée israélienne a massé des dizaines de milliers de soldats aux abords de Gaza et à sa frontière nord avec le Liban. À cette fron-

tière, les échanges de tirs meurtriers se sont multipliés entre l'armée et le Hezbollah, tandis que les habitants évacuent la zone frontalière de part et d'autre. L'armée israélienne a accusé dimanche le Hezbollah de chercher l'escalade militaire au risque d'entraîner le Liban dans une guerre.

Vers un maintien des taux de la BCE ? Dans l'actualité économique, les résultats d'entreprises vont continuer d'occuper l'esprit des investisseurs cette semaine, avant la réunion de la Banque centrale européenne (BCE). La BCE devrait laisser ses taux inchangés, jeudi lors d'une réu-

nion délocalisée à Athènes, une première après dix hausses d'affilée, l'inflation en net recul en zone euro ne lui laissant guère d'autre choix. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des bons du Trésor américain à 10 ans avoisinent les 5%, poussés par la perspective que la banque centrale américaine maintienne ses taux directeurs élevés pour longtemps. Dassault Aviation : l'Arabie saoudite a demandé à Dassault Aviation un devis pour l'acquisition de 54 avions Rafale, alors que le royaume se fournit jusqu'ici chez les Américains et les Britanniques pour ses avions de combat, affirme La Tribune Dimanche.

CAC40

Stable à l'entame d'une semaine chargée

La bourse de Paris est stable ce matin, évoluant autour des 6820 points, à l'entame d'une semaine qui sera marquée par la publication de nombreux résultats trimestriels et par la décision de politique monétaire de la BCE. Si la séance du jour s'annonce calme, les prochains jours verront les géants technologiques Microsoft, Meta ou Amazon publier leurs résultats trimestriels. D'après Dan Ives, l'analyste vedette de Wedbush Securities, ces publications devraient illustrer la résistance des dépenses dans le secteur et l'effet favorable de l'émergence de l'IA, soutenant ainsi le Nasdaq. Selon le professionnel, les valeurs technologiques américaines pourraient encore progresser de 12% à 15% d'ici à la fin de l'exercice. L'approche de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE), prévue jeudi, devrait néanmoins inciter les investisseurs à une certaine prudence. Si un statu quo sur les taux est largement attendu, les intervenants de marché seront à l'affût de toute indication concernant la trajectoire de l'inflation et l'impact de la récente envolée des rendements obligataires. Les grandes Bourses mondiales avaient terminé la semaine écoulée sur des pertes hebdomadaires marquées, plombées par un rendement des Treasuries à dix ans qui frôle désormais le seuil critique des 5% aux États-Unis. Si ce dernier a quelque peu reflué à 4,92% vendredi, il s'est accru de plus de 30 points de base au cours de la semaine passée, soit sa plus forte progression hebdomadaire depuis avril 2022. Ce matin, il est reparti à la hausse pour frôler les 4,99%. 'Je continue à m'inquiéter de la façon dont les marchés vont accuser le coup face à des niveaux aussi élevés, tout particulièrement aux États-Unis', explique Jim Reid, analyste marchés chez Deutsche Bank. 'Nous sortons d'une période de 10 à 15 ans durant laquelle les rendements obligataires et les taux d'intérêt ont été faibles, nuls, voire négatifs dans les pays développés sur fond d'assouplissement quantitatif (QE), le seul moyen qui existait pour financer l'énormité de la charge de la dette mondiale', souligne-t-il. La statistique la plus importante de la semaine sera la première estimation du PIB américain de troisième trimestre, attendue jeudi avant l'ouverture de Wall Street. Les économistes prévoient en moyenne une croissance de 4% sur la période allant de juillet à septembre, sous l'effet de la vigueur de la consommation, après un gain de 2,1% au deuxième tri-

mestre. Les indices d'activité PMI en Europe devraient aussi faire réagir les investisseurs demain, tout comme l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne, qui tombera mercredi. Les chiffres des revenus et des dépenses des ménages américains, qui incluent l'indice d'inflation PCE de base très surveillé par la Fed, figureront également à l'agenda en toute fin de semaine. Dans l'actualité des sociétés françaises, Teleperformance annonce que 98.448.171 actions représentant environ 98,45% du capital social en circulation de Majorel ont été apportées dans le cadre de l'offre, dont le groupe a donc déclaré le caractère inconditionnel. TotalEnergies annonce s'être associé à Corio Generation et à Rise Light & Power pour développer conjointement le projet éolien offshore Attentive Energy, situé au large des côtes de New York et du New Jersey, aux États-Unis. Icade publie un chiffre d'affaires de près de 1,02 milliard d'euros au titre des neuf premiers mois de son exercice 2023, en croissance de 3,8% (+3,9% à périmètre constant) par rapport à la même période de l'année précédente. Enfin, Airbus Defence and Space annonce avoir signé deux contrats d'une valeur totale de 1,2 milliard d'euros pour l'amélioration des capacités et pour le soutien en service des A330 MRTT (Multi Role Tanker Transport) de l'armée de l'Air et de l'Espace française.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Octobre 2023 Valeur : 25 Octobre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.2920	137.3070
1	EUR	EURO		145.4334	145.5042
1	GBP	POUND STERLING		167.0219	167.1011
100	JPY	JAPANESE YEN		91.5768	91.6052
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7616	18.7639
1	CHF	SWISS FRANC		153.6736	153.7592
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.0233	100.0634
1	DKK	DANISH KRONE		19.4890	19.4939
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4674	12.4721
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3746	12.3799
1	AED	UAE DIRHAM		37.3777	37.3838
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5985	36.6045
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.8797	444.0718
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0203	43.4526
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3008	13.3022
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9537	28.0970
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6148	3.6152
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.0650	180.0650

BOURSE ZURICH

Les bonnes résolutions du début de semaine ont fait long feu

La Bourse suisse reprenait le chemin de la cave lundi en matinée, après avoir rapidement abandonné ses timides velléités de rebond initiales. La place zurichoise s'alignait ainsi sur ses consoeurs européennes, toujours plombées par de nombreuses incertitudes géopolitiques comme macroéconomiques. "La volatilité demeurera vraisemblablement élevée jusqu'à fin octobre, les investisseurs devant gérer de nombreux vecteurs économiques simultanément, ce qui pourrait amener de profonds mouvements dans de nombreuses classes d'actifs", prévient Pierre Veyret d'Activtrades. Les détenteurs de capitaux devront se contenter ce lundi d'un agenda conjoncturel bien maigre, dans l'attente jeudi d'une décision de politique monétaire de la part de la Banque centrale européenne (BCE), ainsi que d'un point de situation sur la croissance de l'économie au pays de l'oncle Sam. En Suisse, les élections fédérales de dimanche ont renforcé encore la position de la droite populiste avec un score impressionnant pour l'UDC, au détriment notamment des formations vertes de gauche comme de droite, mais sans attenter à l'inénarrable stabilité politique helvétique.

A 11h00, le Swiss Market Index (SMI) abandonnait 0,39% à 10'308,45, le Swiss Leader Index (SLI) 0,37% à 1610,69 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,34% à 13'522,59 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 18 perdaient du terrain, dix en gagnaient et Swiss Re comme le bon Roche avaient retrouvé leur cours d'ouverture. La multinationale pharmaceutique rhénane a accepté de déboursier plus de 7 milliards de dollars pour s'offrir un traitement gastrointestinal expérimental. L'autre poids lourd pharmaceutique Novartis perdait 0,7%, tout comme le paquebot alimentaire Nestlé, pesant sur la performance d'ensemble. Le gestionnaire de marques de luxe Richemont (-0,2%) a obtenu le feu vert européen pour la cession de près de la moitié des parts dans la plateforme de commerce en ligne Yoox net-à-porter au britannique Farfetch. Le géant des matériaux de construction Holcim (+1,1%) occupait la bonne extrémité du classement, sans indication particulière. La lanterne rouge provisoire revenait à Sandoz (-2,2%), petit nouveau sur le SLI qui doit présenter mardi ses résultats trimestriels.

TAUX

La BCE devrait opter pour le statu quo, une première en 16 mois

La Banque centrale européenne (BCE) devrait laisser ses taux inchangés lors de sa prochaine réunion, qui se tiendra jeudi à Athènes. Une première après dix hausses d'affilée depuis juillet 2022, l'inflation en net recul en zone euro ne lui laissant guère d'autre choix.

Pas de quoi crier victoire néanmoins selon les économistes. Ils estiment que de futures nouvelles hausses ne sont pas exclues et que les taux devraient rester élevés, au moins jusqu'à mi-2024. Le moment de la pause est-il venu pour la Banque centrale européenne (BCE) ? À l'instar de la Réserve américaine (Fed) le mois dernier, il y a de fortes chances, selon les économistes, pour que les gardiens de l'euro optent pour le statu quo sur leur arme principale de lutte contre l'inflation élevée. La décision sera dévoilée jeudi prochain, à l'issue d'une réunion délocalisée à Athènes. Pour rappel, en septembre et pour la dixième fois consécutive depuis juillet 2022, la BCE avait relevé tous ses taux directeurs de 0,25 point, s'établissant sur une fourchette entre 4% et 4,75%. Le principal taux directeur rémunérant les dépôts, référence pour le crédit en zone euro, avait ainsi été porté à son niveau historiquement haut de 4%. La présidente de l'institution, Christine Lagarde, avait alors refusé de dire si le « pic » avait été atteint dans cette trajectoire de hausse des taux sans précédent. Mais elle avait laissé entendre que le cycle touchait à sa fin. Elle a même réitéré dans une récente interview que le niveau des taux est désormais tel que, « maintenant pendant une période suffisamment longue », ils contribueront « de manière décisive » au retour « le plus tôt » possible de l'inflation à l'objectif de 2%.

« Meilleur moment »

Les données économiques publiées ces dernières semaines plaident en effet pour laisser les taux inchangés, avec une activité faible qui pointe vers une



contraction du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro au troisième trimestre. L'inflation a de son côté surpris à la baisse, passant de 5,2% en août à 4,3% en septembre, en glissement annuel, pour revenir à son niveau d'octobre 2021. Preuve que les effets des hausses de taux, qui renchérissent le coût du crédit pour les ménages et les entreprises, se répercutent progressivement sur l'activité économique. Reste que, avec toutes les incertitudes actuellement sur la table, « il n'y a pas eu de meilleur moment au cours des seize derniers mois pour que la BCE marque une pause » jeudi, résume Carsten Brzeski, économiste chez ING. En effet, « les risques de regain d'inflation demeurent et ont augmenté » en raison de la crise au Proche-Orient qui pousse déjà les prix du pétrole et du gaz à la hausse, note Fritz Köhler-Geib, chef économiste à la KfW. Et le risque d'embrasement du conflit fait craindre une flambée des prix de l'or noir. « Des spécialistes estiment que le baril pourrait atteindre 150

dollars ce qui serait la catastrophe pour l'activité économique », s'inquiétait Valentin Nicaud, analyste de son côté chez le courtier Bourse Direct, interrogé par La Tribune. Inflation et baisse de l'activité, un cocktail explosif qui « peut provoquer un effet ciseaux », alertait Alexandre Hezez, directeur de la gestion financière chez la Richelieu Gestion. Une autre raison de ne pas en rajouter sur les taux : la forte hausse des rendements obligataires qui participe au durcissement des conditions financières pour l'économie. Christine Lagarde pourrait profiter de l'occasion pour exhorter les États à adopter une politique budgétaire plus stricte, afin d'aider à la baisse des taux d'intérêt et d'alléger les tensions sur les rendements des obligations souveraines, notamment sur l'emprunt italien. Enfin, la question des hausses futures de salaires susceptibles d'alimenter l'inflation est primordiale.

Des taux qui resteront élevés

Il n'empêche que cette pause ne signifie pas que les taux vont pro-

chainement baisser. La communication d'octobre de la BCE devrait en effet rester « axée sur la nécessité de maintenir des taux élevés pendant une longue période », résume Fabio Balboni, économiste chez HSBC. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a réaffirmé la semaine dernière que, selon lui, la BCE devrait maintenir son taux directeur à son niveau actuel aussi longtemps que nécessaire. Cela signifie que Christine Lagarde laissera « ouverte l'option de futures nouvelles hausses de taux », avance Jack Allen-Reynolds, chez Capital Economics.

L'institution pourra préciser ses intentions lors de sa réunion de décembre, en fonction des derniers chiffres d'inflation et d'un nouveau jeu de projections économiques prolongé à l'horizon 2026. Si l'inflation poursuivait lentement son recul, la « pause » pourrait alors se transformer en « plateau », selon l'expression naissante chez des économistes, avec une première baisse des taux attendue au plus tôt dans la seconde moitié de 2024.

Une enquête réalisée auprès de 85 économistes par Reuters considère d'ailleurs que le cycle de hausse des taux de la BCE est terminé, mais qu'il faudra attendre au moins juillet 2024 pour que l'institution commence à assouplir son resserrement monétaire. Selon la prévision médiane des économistes et 58% des économistes interrogés, la première baisse des taux interviendra au troisième trimestre 2024, ou plus tard dans l'année, et le taux de dépôt devrait être ramené à 3,50% à la fin du mois de septembre 2024.

FRANCE/BUDGET SÉCU

Comment le gouvernement compte économiser 3,5 milliards d'euros

Dans le cadre de l'examen du financement de la Sécurité sociale (PLFSS), qui débute mardi à l'Assemblée nationale, le gouvernement vise une économie de 3,5 milliards d'euros sur les dépenses de la branche maladie qui plombent principalement les comptes de la Sécurité sociale, dont le déficit est revu à la hausse à 8,8 milliards d'euros en 2023 puis à 11,2 milliards en 2024. Le 49.3 devrait rentrer sur le terrain bien avant la fin de l'examen du projet de budget de la Sécurité sociale (PLFSS) qui débute demain à l'Assemblée nationale.

Les oppositions ont en effet infligé un revers symbolique au camp présidentiel, en rejetant vendredi en commission le projet de budget de la Sécu pour 2024. Le camp présiden-

tiel fait donc peu de mystère du recours prévu à cet outil constitutionnel, qui permet une adoption sans vote, sauf celui d'une motion de censure. Le gouvernement aura alors le choix des amendements qu'il retiendra ou non dans le texte.

Économiser 3,5 milliards d'euros sur les dépenses de la branche maladie L'exécutif vise notamment une économie de 3,5 milliards d'euros sur les dépenses de la branche maladie qui plombent principalement les comptes de la Sécurité sociale, dont le déficit est revu à la hausse à 8,8 milliards d'euros en 2023 puis à 11,2 milliards en 2024 dans les prévisions du PLFSS. Il compte atteindre cet objectif notamment par des baisses des dépenses pour les médicaments, les

laboratoires d'analyse ou encore les arrêts maladie, et la lutte contre la fraude.

Le gouvernement vise une économie de 600 millions d'euros liés aux dépenses hospitalières (développement de l'ambulatoire, régulation de l'intérim médical, « optimisation » des achats...), 1,3 milliard sur les produits de santé (essentiellement des baisses de prix des médicaments), 300 millions sur les soins de ville, en particulier les laboratoires d'analyses, et 1,25 milliard lié à la « responsabilisation » des professionnels et patients. L'exécutif veut aussi réformer la « clause de sauvegarde » une contribution financière versée par les entreprises pharmaceutiques à l'Assurance maladie lorsque leur chiffre d'affaires médicaments croît très vite. Elle sera

désormais calculée différemment, et abaissée à 1,6 milliard pour 2023 et 2024 (contre 1,7 puis 2 milliards attendus). En contrepartie, il « sera demandé aux entreprises des efforts de baisse des prix de 1 milliard d'euros dont 850 millions sur les médicaments », et de « participer de façon très active » à la maîtrise des volumes. Par ailleurs, en cas de ruptures d'approvisionnement sur un médicament, la délivrance à l'unité pourra être rendue obligatoire par arrêté. Les pharmaciens devront alors délivrer « la quantité adaptée » plutôt qu'une boîte entière. Le gouvernement pourra aussi rendre obligatoire la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique, pour délivrer par exemple certains antibiotiques.

JAPON

Google visé par une enquête sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles

L'autorité japonaise de la concurrence a annoncé lundi avoir ouvert une enquête sur Google pour déterminer si le géant américain avait illégalement sollicité un traitement préférentiel auprès de fabricants de smartphones, des soupçons pour lesquels il est déjà poursuivi aux États-Unis. Le groupe californien est notamment soupçonné d'avoir demandé à des fabricants d'appareils utilisant son système d'exploitation Android d'y installer ses applications de recherche et de navigation sur internet, a expliqué la Commission du commerce équitable du Japon dans un communiqué. Il aurait également négocié avec des fabricants d'appareils pour qu'ils n'intègrent pas les applications de ses concurrents, leur versant en échange une part des bénéfices générés par les publicités liées à son moteur de recherche, ajoute le communiqué, mentionnant des soupçons de pratiques anticoncurrentielles. Le régulateur japonais a lancé un appel aux contributions publiques à ce sujet, jusqu'au 22 novembre. « D'une manière générale, il devient difficile pour les concurrents » de Google de rivaliser « si un acteur puissant tente de bâtir un système pour maintenir son influence ou exclure » ses rivaux, a déclaré Saiko Nakajima, chef de la division d'enquête sur les plateformes numériques de la Commission, lors d'une conférence de presse.

NOUVEAUTÉS AUTO

Le top des modèles les plus attendus en 2024

Que nous réserve le marché automobile en 2024 ? L'Auto-Journal s'est penché sur la question et vous liste le top des nouveautés les plus attendues entre la fin 2023 et les prochains mois, toutes marques confondues.

Suite et fin

MERCEDES EQA

La nouvelle AMG-GT est le quatrième modèle développé par AMG, dont le V8 biturbo est toujours fabriqué par une seule et même personne qui y appose sa signature. Basé sur le châssis du roadster SL, ce coupé adopte une transmission intégrale de série, voire des sièges arrière en option. Sur ce chapitre, il veut manifestement concurrencer la Porsche 911, dont il mime même un peu le style lorsqu'on l'admire de trois quarts arrière. Affichant des proportions totalement différentes, le nouvel AGM-GT abandonne le très long capot du précédent. Dans un premier temps, il proposera deux motorisations exclusives, toutes deux sur la base d'un V8 biturbo : la 63 4Matic+ (585 ch) et la 55 4Matic+ (476 ch). Plus tard, il pourrait se doter d'une livrée 43 AMG à quatre cylindres (comme le SL) et, à l'autre bout de la gamme, d'une évolution radicale qui lui ferait perdre un peu de poids (la version V8 pèsera autour de 2 tonnes) et gagner en performances pures. Mercedes n'en oublie pas pour autant sa gamme électrique, avec le restylage du SUV compact EQA (4,46 m de long) et de son grand frère EQB (4,68 m). L'extérieur évolue en douceur avec une calandre pleine, noire, qui accueille des mini-logos de la marque, comme sur les segments supérieurs. Une petite bande lumineuse relie les feux de jour, mais aussi les feux arrière, dont l'intérieur a été revu. L'habitacle accueille un nouveau volant ainsi que des commandes tactiles de nouvelle génération ou, selon les finitions, des garnitures en bois de tilleul. Grâce aux progrès réalisés sur le management énergétique, l'autonomie annoncée est désormais de 560 km (EQA 250+), contre 532 km avec une batterie de 70,5 kWh. À noter que quelques mois après son lancement, l'EQB pourra recevoir, en option, un attelage de remorque avec stabilisateur ESP pour tracter, selon la transmission (traction ou quatre roues motrices), une remorque freinée de 1400 ou 1700 kg. Les prix seront dévoilés et les commandes ouvertes à partir d'octobre prochain. Les premières livraisons sont attendues pour le début de l'année prochaine.

MINI COUNTRYMAN SE

L'année 2030 est une date importante pour Mini qui prévoit de ne vendre que des modèles 100% électriques à cette échéance. Pas le temps d'étaler les nouveautés, dont le cycle commercial est d'environ sept ans. D'autant que la marque d'Oxford n'a nullement l'intention d'abandonner le thermique sur les prochaines générations de Mini Cooper et Countryman. Pour que l'opération reste rentable, leurs versions 100% électriques seront fabriquées en Chine dans l'usine Spotlight, joint-venture entre BMW et Great Wall, alors que les thermiques demeureront assemblées à Oxford. Côté design, contrairement à ce qu'avaient laissé présager certaines photos espionnes, les différences seront mineures. À bord, c'est grand spectacle avec le premier écran tactile circulaire. Sa technologie OLED et la puissance de ses processeurs permettent de multiplier les ambiances et les vus. Il y en aura huit au total, plus ou moins épurées ou dynamiques. Autre possibilité : utiliser ses propres images en guise de fond. Derrière l'écran, un éclairage LED projeté sur le tissu de la planche de bord dessine différents designs en fonction des couleurs et des thèmes. Navigation connectée, planificateur, gaming et lecture vidéo en streaming sont bien sûr au programme de la future Mini. Sous le capot des deux carrosseries, des moteurs électriques dont les puissances vont de 184 à 218 ch sur la Mini et de 204 à 313 ch sur le Countryman. En ce qui concerne les modèles thermiques, la Cooper Family, qui sera aussi proposée en 5 portes et en cabriolet, opéra pour des motorisations essence, sans doute plus ou moins hybridées. Quant au crossover Aceman, il est attendu dans la foulée en 2024.

OPEL : LA MANTA SE DESSINE

Pour le seul constructeur du groupe Stellantis à avoir fait le déplacement au Salon de Munich, il s'agit de marquer les esprits avec un logo revisité, mais aussi avec un concept, l'Experimental, qui donne des indications sur le style des futures Opel.



Ce concept préfigure également un SUV coupé que la marque au Blitz pourrait lancer en 2025 et que nous appellerons "Manta". Un nom évocateur du passé, alors qu'Opel s'apprête à puiser, comme le fait Ford, dans la banque de patronymes des modèles qui ont fait son histoire pour désigner ses nouveautés. Ce concept car est construit sur un châssis 100% électrique qui n'est autre que la plateforme STLA Medium de Stellantis. Ce qui ne veut pas dire que le modèle de série ne sera pas disponible en hybride, rechargeable ou non. Il partagera toutefois sa plateforme avec la future DS 8, qui est pour le moment annoncée comme 100% électrique. C'est certainement le positionnement des deux marques qui fera la différence. De la même manière, Opel se distingue de Peugeot avec la Corsa restylée (versus la 208), et plus particulièrement sa version électrique, qui laisse le choix entre l'ancien groupe motopropulseur de 136 ch, rayé du catalogue du Lion, et le nouveau de 156 ch. Cette rentrée est aussi celle de l'Astra Electric, en berline et en break, qui fait écho à l'e-308.

PEUGEOT 3008

Chez la Lion, l'actualité principale est bien sûr la révélation du 3008, en marge du lancement commercial des 208 et 2008 restylés. Courageusement revisité – il est délicat de renouveler son modèle le plus rentable, un design raté pouvant avoir de fortes conséquences commerciales –, le 3008 met l'accent sur le style.

LA GTI, VERSION 2.0



Mais la star du stand Volkswagen à Munich est sans conteste le concept reprenant les trois lettres magiques : GTI ! Sur la base de la petite ID. 2all, les designers ont réinterprété les codes de la Golf Mk I GTI de 1976, avec des boucliers avant et arrière au traitement nettement plus sportif, des élargisseurs d'ailes en plastique brut et un massif spoiler de toit. Les lignes déjà très sculptées de l'ID. 2all s'y prêtent remarquablement, prenant des airs de jouet énervé. Dans l'habitacle, de nombreux gimmicks digitaux permettent de changer l'ambiance selon son humeur. Appelée simplement ID. GTI Concept, cette bombinette préfigure bien la future ID.2 GTI prévue pour 2025-2026, attendue avec une fiche technique prometteuse : plus de 230 ch transmis aux roues avant avec l'aide d'une différentiel mécanique. De quoi assurer un beau duel avec l'Alpine A290 sur base de Renault R5.

Encore plus spectaculaire que celui qu'il remplace, il va même oser adopter une silhouette de SUV légèrement coupé, avec voilet de coffre en pente douce. À l'intérieur, c'est aussi le futur qui s'installe. Le nouveau 3008 accueille une dalle numérique incurvée de 21 pouces, un volant multifonction inédit et des touches retravaillées. Un univers que l'on retrouvera certainement à bord du prochain 5008, qui n'arrivera, lui, qu'à l'été 2024. En revanche, afin de pouvoir toujours embarquer sept personnes, il ne se contentera pas de rallonger la carrosserie biseautée du 3008. Une situation susceptible de le faire monter en gamme pour tenter de marcher sur les plates-bandes de modèles plus huppés. L'autre grande nouveauté pour ces deux SUV Peugeot, c'est leur déclinaison 100% électrique. Ils pourraient ainsi accueillir une inédite batterie de 98 kWh, laquelle autoriserait jusqu'à 700 km d'autonomie. Côté puissance, la plateforme STLA Medium, sur laquelle ils seront basés, est apte à recevoir des moteurs électriques de 218 à 388 ch, avec probablement 2 ou 4 roues motrices (selon le nombre de moteurs électriques). Quant aux versions thermiques, elles seront bien entendu majoritairement animées par le nouveau 1.2 micro-hybride de 136 ch, tandis que des hybrides rechargeables offrant un rayon d'action supérieur feront leur apparition.

ROLLS-ROYCE SPECTRE

Le constructeur britannique ne lance pas souvent de nouveaux modèles et, par ailleurs, il fait ses premiers pas dans l'électrique avec la Spectre. Mais une Rolls-Royce reste une Rolls-Royce, quelle que soit l'énergie utilisée pour la mouvoir. Le passage à l'électrique n'a aucune incidence sur le style et encore moins sur la recherche de la finesse ultime. Même sa plateforme demeure identique à celle des modèles thermiques. Quand on produit entre 5000 et 6000 voitures par an, on ne multiplie pas les châssis, on les adapte. La belle est animée par deux moteurs électriques d'une puissance cumulée de 584 ch, lesquels sont alimentés par une batterie de 102 kWh pour une autonomie homologuée de 418 km. C'est peu, mais pour rejoindre la piste de décollage d'un jet privé, cela devrait suffire.

SKODA SUPERB

Aau cours des prochains mois, le constructeur tchèque du groupe Volkswagen lancera deux modèles importants pour ses finances : d'un côté, le SUV Kodiaq et, de l'autre, la grande berline Superb, renouvelée également en break. Le Kodiaq reprendra certainement quelques éléments du style dynamique du SUV électrique Enyaq, mais il se contentera de motorisations légèrement électrifiées ou hybrides rechargeables. En revanche, il sera rejoint en 2026 par un autre modèle électrique, de dimensions voisines. Quant à la Superb, elle poursuit sa croissance, puisque la nouvelle version mesurera 4,91 m de long, soit 4 cm de plus que

l'actuelle. Elle sera toutefois un peu moins large, mais conservera un volume de coffre impressionnant (645 dm3). Elle aussi sera motorisée par le tout nouveau 1.5 TSI micro-hybride, et sa version PHEV dépassera les 100 km en toutélectrique, comme la Volkswagen Passat, avec laquelle elle va partager sa technologie. Ces deux Skoda devraient être présentées dans les prochaines semaines, pour une commercialisation au printemps 2024.

SMART #3

D début 2024, la coentreprise fondée par Geely et Daimler en 2020 va produire un deuxième modèle tout électrique. Après la #1, qui arrive actuellement sur nos routes avec une batterie de 66 kWh et un moteur de 272 ch (428 ch et 4 roues motrices pour la Brabus), la #3 arrivera dans le courant du premier semestre 2024. Présentée en avril au Salon de Shanghai, elle se positionne en alternative fastback et familiale à la #1, avec une longueur accrue de 10 à 13 cm selon la version (Brabus ou non). L'intérieur reprend le thème stylistique et l'écran 12,8 pouces de la #1, avec toutefois des aérateurs centraux ronds plutôt que larges et arrondis aux extrémités. La partie mécanique ne sera pas différente non plus, avec des puissances et des choix de transmission communs, qui sont aussi ceux du Volvo EX30 ou du Zeekr X, également produits sur la base de cette plateforme Geely.

TOYOTA LAND CRUISER

Toyota compte de nombreux modèles iconiques dans sa gamme, et ce pour différentes raisons. Il y a bien sûr la Prius, qui a apporté une technologie hybride qu'elle n'offre plus aujourd'hui en France (la 5e génération est uniquement hybride rechargeable). Il y a aussi la Corolla, longtemps la voiture la plus vendue au monde à force de ne jamais changer de nom au fil des générations. Enfin, il y a le Land Cruiser, l'arme fatale en tout-terrain dans tous les pays où il est parfois difficile de circuler, qui a été écoulé à plus de 11 millions d'exemplaires au total. Compte tenu de l'évolution du marché, on croyait l'espèce en voie de disparition en Europe. Mais le constructeur japonais a décidé de nous proposer un modèle de nouvelle génération, qui fait appel à un style évocateur des années 70. Long de 4,92 m, le nouveau Land Cruiser est construit sur un châssis échelle qui sert également de base au Lexus LX. Mais le Toyota n'hérite pas du V6 turbo de ce dernier et devra se contenter, en France, d'un 4 cylindres turbo diesel de 204 ch, associé à une boîte automatique à 8 rapports. Il est aussi équipé de série d'une suspension pilotée, d'une caméra qui analyse le terrain en amont du véhicule et d'une barre antiroulis à pilotage électronique, pour un meilleur comportement sur route. Moins passionnant mais plus en phase avec les attentes d'un automobiliste lambda, le nouveau SUV coupé C-HR, qui profite toujours d'un dessin original, va lui aussi faire son entrée. On peut le pré-réserver en ligne pour une livraison début janvier 2024. Hybride ou hy-

bride rechargeable, ce C-HR sera également la première Toyota à proposer la technologie One Pedal, qui permet de conduire sans toucher, ou presque, à la pédale de frein, selon les conditions de circulation.

VOLKSWAGEN PASSAT SW

Après neuf ans de bons et loyaux services, la Passat s'apprête à laisser la place à une 9e génération qui ne garde qu'une carrosserie : le break SW. Un choix rationnel pour offrir un maximum de volume, avec un format XXL de 4,92 m (+14 cm). Résultat, les passagers arrière gagnent un espace de limousine (+5 cm) et le coffre passe à 690 dm3 (+40 dm3). Le design semble hésiter entre le classicisme de la version actuelle et la face avant des modèles ID, dans une forme très consensuelle pour cette voiture prisée des flottes. Sa plateforme MQB Evo emploie des trains roulants revus, une gestion dynamique DCC Pro repensée et des amortisseurs actifs à doubles valves pour un meilleur contrôle du confort. L'habitacle lorgne aussi vers la gamme ID, avec un écran de 12,9 ou 15 pouces adoptant l'interface MIB4 apparue sur l'ID.7. Comptez un prix d'appel autour de 40 000 €, mais plus de 50 000 € en PHEV avec 100 km d'autonomie et une recharge rapide DC à 50 kW.

C'est sur la même plateforme MQB Evo qu'est basée la troisième génération du Tiguan, encore camouflé sur le stand Volkswagen au Salon de Munich. Attendu l'an prochain, il bénéficie des mêmes motorisations hybrides rechargeables et du nouveau système de gestion adaptative du châssis. Il embarque aussi la dernière génération, enfin conviviale, du système d'infodivertissement. À cela s'ajoutent des feux HD Matrix ultra-précis, qui offrent de nouvelles fonctionnalités ludiques ou de sécurité. Dans un gabarit sensiblement inchangé, le best-seller mondial de la marque gagne 33 dm3 de volume de coffre, passant à 648 dm3 pour garantir un usage familial à toute épreuve.

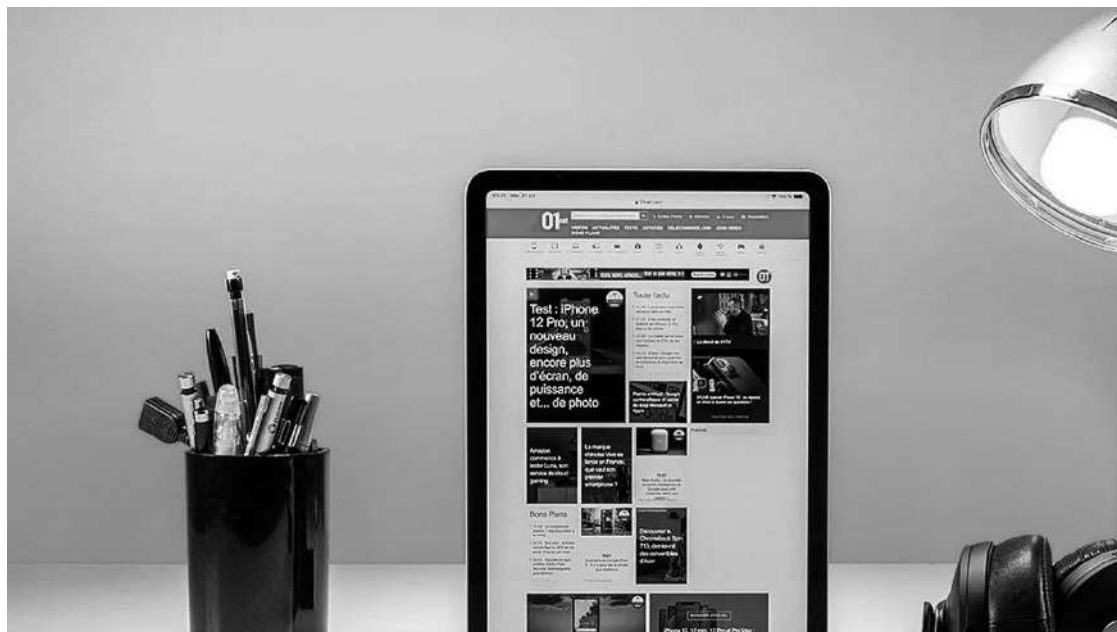
VOLVO EX30

En moins de dix ans, le constructeur suédois sera passé du 5 cylindres diesel au 100 % électrique ou presque, avec toujours le même but : rester une référence en matière de sécurité. C'est ainsi qu'il va approvisionner ses concessions au cours des prochaines semaines avec son EX90. Il s'agit de son premier SUV à sept places sans aucune motorisation thermique, mais avec un niveau de confort et d'équipement sans précédent. Ceux qui pensent que la sécurité – et la voiture électrique – a un prix ont raison : 105 200 € minimum pour ce monstre de technologie. Ce grand Volvo, présenté comme offrant le plus haut niveau de sécurité jamais atteint par la marque, se veut également écolo avec l'emploi de matériaux bio-sourcés ou recyclés. Avec un coffre de 655 dm3 (en cinq places), l'EX90 peut embarquer jusqu'à sept personnes. Il met aussi la barre haut sur les chiffres : 408 ch, 600 km d'autonomie, batterie de 111 kWh et charge rapide de 250 kW sur borne adaptée. Autre nouveauté, l'EX30 est décrit par le constructeur suédois comme son "premier crossover 100% électrique avec un intérieur sans cuir et Google intégré". Long de seulement 4,25 m – soit deux centimètres de plus qu'un Renault Captur II –, l'EX30 est disponible à la commande depuis le 7 juin dernier. Il présente la particularité d'être proposé avec deux batteries de technologies différentes, qui font varier son prix et son autonomie. Il démarre à 37 500 € en propulsion 272 ch (51 kWh de batterie, 344 km d'autonomie), et culmine à 52 200 € en 4x4 et 428 ch (grosse batterie de 69 kW, 460 km de conduite en zéro émission). Plus tard, il sera rejoint par une version baroudeur qui fera appel au badge Cross Country, largement utilisé dans l'histoire de la marque.

Apple prévoit une pluie de nouveaux iPad... en mars

Selon Mark Gurman, spécialiste très bien informé de l'actualité d'Apple, la marque à la pomme prévoirait de dévoiler de nouveaux iPad au printemps prochain.

Il y a urgence. Non pas tant de nouvelles tablettes mais de clarification. Chez Apple, la gamme d'iPad est absolument illisible avec six tablettes (sans compter l'offre de trois stylets), qui couvrent des besoins assez similaires. La prochaine mise à jour, prévue pour mars selon Mark Gurman, pourrait être l'occasion parfaite pour apporter un peu de clarté au catalogue de tablettes. Rien ne dit qu'il s'agisse là de la volonté d'Apple, mais ce qui semble probable pour le leaker de Bloomberg, c'est qu'Apple va en profiter pour renouveler certaines tablettes emblématiques. Ainsi, on attend de pied ferme un iPad Air doté de la puce M2, un nouvel iPad mini en A15 Bionic et certainement une redéfinition de l'entrée de gamme des tablettes (qui est toujours sous port Lightning à l'heure actuelle). « J'ai été informé qu'Apple prévoyait actuellement de lancer au moins les mises à jour les plus mineures de l'iPad en mars ». C'est par ces mots que le journaliste, très bien informé, a commenté les arrivées probables d'au moins trois « nouveaux modèles. Pour la plupart des mises à jour, les changements sont mineurs, du moins en apparence puisqu'il s'agit essentiellement de les doter de puces plus récentes et plus puissantes que celles dont ils sont équipés. En



l'occurrence aucun changement de design ne serait prévu en ce premier semestre de 2024.

L'iPad mini toujours de la partie
Si l'arrivée d'un iPad Air doté de la puce M2 est une rumeur insistante (et plutôt logique compte tenu des habitudes d'Apple à faire évoluer sa gamme), celle d'un iPad mini nouvelle formule était plus hésitante. En effet, il semblerait qu'Apple mise encore sur sa tablette petit format. Ce qui

restait à définir surtout l'identité de la nouvelle puce qui l'équiperait. A16 ou A15 Bionic ? Selon Gurman, Apple aurait tranché en faveur de la seconde. Quant à l'iPad d'entrée de gamme, son changement obéirait à une autre logique. Actuellement, le moins cher des iPad est l'iPad 9, disponible à partir de 439 euros et qui rencontre un grand succès, mais dont le connecteur est un port Lightning. Des six tablettes encore au catalogue, c'est d'ailleurs la

seule à ne pas être passée à l'USB-C. Ce choix oblige d'ailleurs Apple à continuer à vendre un Pencil Lightning qui ne sert vraiment qu'à ce seul iPad. Le changement de modèle d'entrée de gamme permettrait à Apple de faire coup triple : disposer d'un modèle abordable plus puissant (adieu la vieillotte puce A13), passer toute sa gamme à l'USB-C et réduire son offre d'accessoires à deux stylets ce qui simplifierait la vie des utilisateurs.

TEST SAMSUNG TQ55S95C

Le QD-OLED ultra lumineux, ultra fin et ultra performant

Samsung est-il déjà passé maître dans l'art de l'OLED ? Sa nouvelle référence, le S95C pourrait déjà s'imposer comme l'une des meilleures télévisions de l'année. Le nouveau QD-OLED du fabricant maître de la technologie est là. Cette seconde génération de dalle de Samsung Display est une dalle Ultra HD bien sûr, et propose essentiellement un meilleur pic lumineux par rapport à l'excellent S95B de l'an dernier. Ca tombe plutôt bien, c'est exactement l'argument utilisé dans le camp « d'en face », celui qui utilise la technologie White OLED de LG Displays. Les progrès du QD-OLED sont-ils à la hauteur des nouvelles capacités des OLED MLA (Micro Lens Array) ? C'est l'une des questions à laquelle nous tentons de répondre dans ce test. Et de fait, la concurrence pour ce S95C est on ne peut plus sérieuse, elle se nomme LG G3, Sony A95L et Panasonic MZ2000, autrement dit, les meilleurs modèles du moment. En filigrane, ce qui se joue avec le test du S95C, c'est aussi le titre honorifique de meilleur TV de l'année. Le S95C, est disponible en 55, 65 et 77 pour des prix compris entre 2 700 et 5 000 euros. Pour notre test, nous avons utilisé la plus petite des diagonales disponibles.

Le plus beau téléviseur du moment ?

On retrouve toujours avec autant de plaisir le boîtier One Connect qui permet de faire disparaître la connectique du téléviseur pour la mettre... au dos du pied du TV. Précision : le boîtier déporté qui devait être caché dans un



meuble auparavant a la possibilité depuis l'an dernier de venir s'accrocher à l'arrière du pied. Résultat : il est toujours invisible mais l'accès aux quatre ports HDMI et au reste de la connectique est facilité. Au final, ce qui importe vraiment avec ce OneConnect, c'est que Samsung donne le choix à l'utilisateur. Ce dernier peut s'il le souhaite faire complètement

disparaître les fils sans contrainte d'aménagement particulière. Mais il peut également décider d'aller à l'essentiel en gardant le boîtier près du téléviseur. Le résultat pour le S95C, comme pour ses prédécesseurs, est le même : une impression de finesse assez incroyable qui se retrouve sur l'ensemble du châssis.

De nouveaux Mac pourraient arriver très rapidement

Il pourrait finalement y avoir de nouveaux Mac en cette fin d'année.

Apple aurait dans ses tuyaux des mises à jour pour l'iMac et les MacBook Pro.

Nouveaux Mac ou pas ? Les rumeurs sont contradictoires à ce sujet, mais Mark Gurman l'assure dans sa newsletter hebdomadaire : Apple devrait présenter de nouveaux ordinateurs le lundi 30 ou le mardi 31 octobre. On sera donc rapidement fixés. Un iMac aux stéroïdes
Le fouineur de Bloomberg ne donne pas de détails techniques pour l'iMac : ce serait simplement un modèle de 24 pouces, comme son prédécesseur lancé en 2021. Quant à la puce sous le capot, c'est mystère et boule de gomme, les indiscretions à ce sujet annonçant soit une M2, soit une M3. Un lancement dès la fin du mois contredirait le bruit de couloir entendu par Ming-Chi Kuo cette semaine, qui prédisait un nouvel iMac pas avant l'année prochaine. Mark Gurman évoque également de nouveaux MacBook Pro 13/14/16 pouces mais il est plus flou sur la fenêtre de tir. Aux dernières nouvelles, ces portables embarquaient des puces M3. Le plus étonnant, c'est qu'Apple a mis à jour la gamme de MacBook Pro 14/16 pouces en début d'année avec des M2 Pro et M2 Max. Un rafraîchissement dix mois plus tard serait très rapide (et un coup dur pour les acheteurs des précédents modèles...). Enfin, le spécialiste des fuites assure qu'un iMac de 32 pouces (iMac « Pro ») est toujours dans les cartons d'Apple. Dans le meilleur des mondes, le constructeur aurait lancé son iMac M1 tel qu'on le connaît, puis un iMac « Pro » M2, puis enfin une mise à jour de l'iMac 24 pouces. Des problèmes de coût de production auraient mis à mal ce beau projet, mais le grand tout-en-un demeure toujours d'actualité.

Mots fléchés

Reporter Speaker	Point profes- sionnel	Douze mois Aperçus	Supporte le fardeau Annexe d'arène	Le ton des filles	Chauffer Canal	Aéroport français	Canton charentais
							Pieuses initiales
Frictionner	Remarques						
				Arbre d'Afrique	Coloré Taciturne		
Anneau	Lasses Dépenses abusives						Entre paren- thèses
			Roi de théâtre Erbium			Voisin de la daurade Ibérís	
Asticot Rappel			Participe Petit robert		Genre		
		Boîtes à cendres			Contraction	Petites bestioles	Devant les sciences
Grandes voiles			Décharné	Noter			
Titane Un ennemi du lapin		Dieu des vents	Résistants Travail en poste				
				Tamise Renfort d'angle			Toc
Penche à droite	Perroquet Aventurier			Côté de la tête Simple			Havre de paix
					Pointe Esclava- giste		
Pièce de charue Volonté			En tête de liste Brave	Breuvage divin Bricole			
		Écus Méchante				Agence spatiale État d'Asie	
Révolte de gamin	Fleuve d'Italie		Bombage Remplace le vinyle		Soeur d'Osiris Héros de cinéma		
	Entourer le tableau Baudet					Initiales guenières Gain du veinard	
Court Sonna			Du doigt Bat le roi				Erra du fait d'Héra Axe routier
			Appelle la biche		Imbibé		
À prendre en compte			Auxiliaire			Nuance	

Le Qatar signe un accord d’approvisionnement de gaz sur 27 ans avec l’italien Eni

Le Qatar a signé un accord approvisionnement en gaz naturel liquéfié d'une durée de 27 ans avec l'Italien Eni, a annoncé lundi QatarEnergy. «Des filiales de QatarEnergy et d'Eni ont signé un accord de vente et d'achat permettant de fournir jusqu'à un million de tonnes par an de GNL» à l'Italie, a affirmé le géant gazier de l'émirat du Golfe en précisant que les livraisons débiteront en 2026 pour une durée de 27 ans.



AFFAIRE DE DJAMEL BENSMAIL

38 accusés condamnés à la peine capitale

Le tribunal criminel d'appel près la Cour d'Alger a prononcé, lundi, dans l'affaire du meurtre de Djamel Bensmail, la peine capitale à l'encontre de 38 accusés, condamnés pour homicide volontaire avec préméditation, torture et incitation à la torture, mise à feu volontaire des cultures ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, indique un communiqué du Procureur général près la Cour d'Alger.

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le Procureur général près la Cour d'Alger informe l'opinion publique que le tribunal criminel d'appel près ladite Cour avait prononcé, en date du 23 octobre 2023, la peine capitale dans l'affaire du meurtre de Djamel Bensmail à l'encontre de 38 accusés, condamnés pour homicide volontaire avec préméditation, torture et incitation à la torture, mise à feu volontaire des cultures ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, création et adhésion à un groupe ou à une organisation s'adonnant à des actes de sabotage, agression contre des agents de la force publique et publication du discours de haine et de discrimination", précise le communiqué.

Dans la même affaire, "six (6) accusés ont été condamnés à une peine de 20 ans de prison et 23 autres à une peine de prison allant de 3 à 10 ans, tandis que 26 autres ont été acquittés", conclut le communiqué.

LIGNE ORAN-BECHAR

Renforcement par des trains Coradia à partir de mardi

La ligne de chemin de fer de transport de voyageurs reliant Oran et Bechar sera renforcée par des trains Coradia, à partir de demain mardi, a-t-on appris, lundi, de la direction des Transports de la wilaya d'Oran. La desserte assurée avec ce type de trains au départ d'Oran en direction de Bechar sera lancée à partir de 9h30, les journées du samedi, lundi et mercredi, alors que la desserte Bechar-Oran aura lieu à partir de 6h20 du matin durant les journées du dimanche, mardi et jeudi, selon la même direction.

Les trains Coradia viennent ainsi renforcer le train couchette qui assure la même ligne, a indiqué la même source, précisant que le départ de la desserte Oran vers Béchar se fera à partir de 21 heures, les journées du dimanche, mardi et Jeudi, tandis que le trajet Bechar-Oran aura lieu à partir de 22 heures, les journées du samedi, lundi et mercredi, a-t-on souligné.

Le même communiqué ne fait mention d'aucune programmation de dessertes, le vendredi, et ce, en raison de travaux de maintenance, ce jour-là.

PORT DE DJENDJEN (JIJEL)

Mise en service d’un engin de chargement de clinker

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a procédé hier au Port de Djendjen (Jijel) à la mise en service du « shiploader », un engin de chargement automatique de clinker, d'une capacité de 18.000 tonnes par jour. Ce dispositif de chargement à bord des navires a nécessité une enveloppe financière de 3 millions d'euros, a révélé le représentant de la société Holcim Algérie, propriétaire de cet engin, dans ses explications aux membres de la délégation ministérielle. Un tournant dans le développement de la logistique nationale dédiée à l'exportation

de ciment, ainsi que dans la satisfaction des demandes provenant des exportateurs de clinker. Outre qu'il accélère les opérations de chargement, le « shiploader » mis en service permet également aux navires d'accoster, d'être traités et de quitter le Port en peu de temps, réduisant ainsi les délais d'attente en rade et partant, les surestaries (surcoûts d'immobilisation), a ajouté le représentant d'Holcim Algérie. Dans son exposé, le même responsable a souligné que l'utilisation de cet engin permet de préserver la qualité du produit, qui se déprécie au contact de

l'eau, et de protéger l'environnement en évitant les déperditions du produit et les émanations de gaz et de poussières. En vue des avantages offerts, le Port de Djendjen a fait commande pour l'acquisition de deux engins similaires qui seront « bientôt importés de Chine », a révélé le président-directeur général du Port de Djendjen, Abdeslam Bouab. Le ministre des Transports avait auparavant inauguré le dédoublement de la voie ferrée reliant le Port de Djendjen à la zone industrielle de Bellara. R E.

PRODUCTION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET DES DRONES

Des entreprises chinoises investiront 2 milliards \$ au Nigeria

Les protocoles ont été signés lors du forum des Nouvelles routes de la soie, auquel le vice-président nigérian Kashim Shettima a pris part aux côtés de représentants de près de 130 autres pays. L'Agence nigériane pour les infrastructures scientifiques et techniques (NASENI) a signé des

protocoles d'accord avec trois entreprises chinoises portant sur l'implantation d'unités d'assemblage de véhicules électriques et de drones et le transfert de technologies dans ces domaines pour un investissement global de 2 milliards de dollars, a annoncé la présidence nigériane dans un communi-

qué publié jeudi 19 octobre. Le premier protocole d'accord a été signé avec Shanghai Launch Automotive Technical Compagny. Il porte sur l'installation d'une usine de production de véhicules électriques au Nigeria. Signé avec China Great Wall Industry Corporation, le second concerne la livraison clés en

main de chaînes de montage de véhicules aériens sans pilote (drones). Le troisième protocole a été signé avec Newway Power Technology Company. Il prévoit un transfert de technologies relatives aux batteries au lithium, aux véhicules électriques et à des domaines connexes.

USA

La grève dans l’automobile étendue à une grosse usine de Stellantis

Le syndicat automobile UAW a annoncé lundi l'extension de la grève, qui touche depuis mi-septembre des sites des trois grands constructeurs américains, à une importante usine de Stellantis dans le Michigan (nord). Ce sont 6.800 employés supplémentaires qui sont ainsi appelés à cesser le travail dans ce que le syndicat qualifie de «plus grande et plus lucrative usine» de Stellantis aux États-Unis.

Il s'agit de l'usine d'assemblage SHAP, située à Sterling Heights. Elle produit l'un des véhicules les plus vendus du groupe, le pick-up Ram 1500. Cela porte le total de grévistes dans les trois groupes à plus de 40.000, sur les 146.000 encartés à l'UAW. C'est la première fois que les «Big Three», les trois constructeurs historiques américains, sont visés en même temps. Shawn Fain, président de l'United Auto Workers (UAW), avait pourtant fait

état vendredi d'un «mouvement sérieux» dans les négociations avec Stellantis et General Motors pour parvenir à de nouvelles conventions collectives. «Je suis heureux de rapporter que, durant les dernières 24 heures, nous avons vu un mouvement sérieux chez Stellantis et GM», avait-il déclaré. «Pendant ce temps, Ford (...) continue d'affirmer qu'ils ne peuvent pas se permettre de nous accorder ce que nous demandons», avait-il poursuivi.

SELON UN RAPPORT

Un impôt mondial sur les milliardaires rapporterait 40 milliards d’euros à l’Europe

Timidement évoqué par le gouvernement français, un impôt mondial à 2% sur le patrimoine des milliardaires générerait 40 milliards d'euros de recettes pour les Etats européens, selon un rapport publié lundi par l'Observatoire européen de la fiscalité. "Les milliardaires du monde entier ont des taux d'imposition effectifs allant de 0 à 0,5% de leur patrimoine, en raison de l'utilisation fréquente de sociétés-écrans pour échapper à l'impôt sur le revenu", déplore ce laboratoire de recherche dirigé par l'économiste français Gabriel

Zucman. Financé notamment par l'Union européenne, l'Observatoire propose de mettre en place un impôt minimum mondial sur le patrimoine de quelque 2.800 milliardaires, dont le taux serait fixé à 2%. Le principe de ce prélèvement rappelle celui de l'impôt minimum à 15% sur les bénéfices des entreprises, qui se déploie progressivement à travers le monde après la conclusion d'un accord international sous l'égide de l'OCDE, fin 2021. Actuellement, les milliardaires européens ne paient que six milliards de dollars

d'impôts par an, assure l'Observatoire. Mais en imposant à 2% leur patrimoine, ces recettes fiscales pourraient septupler pour atteindre 42,3 milliards de dollars (40 milliards d'euros) en Europe - et plus de 200 milliards d'euros à l'échelle mondiale. Pour le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qui a préfacé le rapport, ces recettes "sont indispensables à nos sociétés (...) à l'heure où les gouvernements doivent consentir des investissements essentiels dans l'éducation, la santé, les infrastructures et la technologie."